



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

# LE SOLEIL

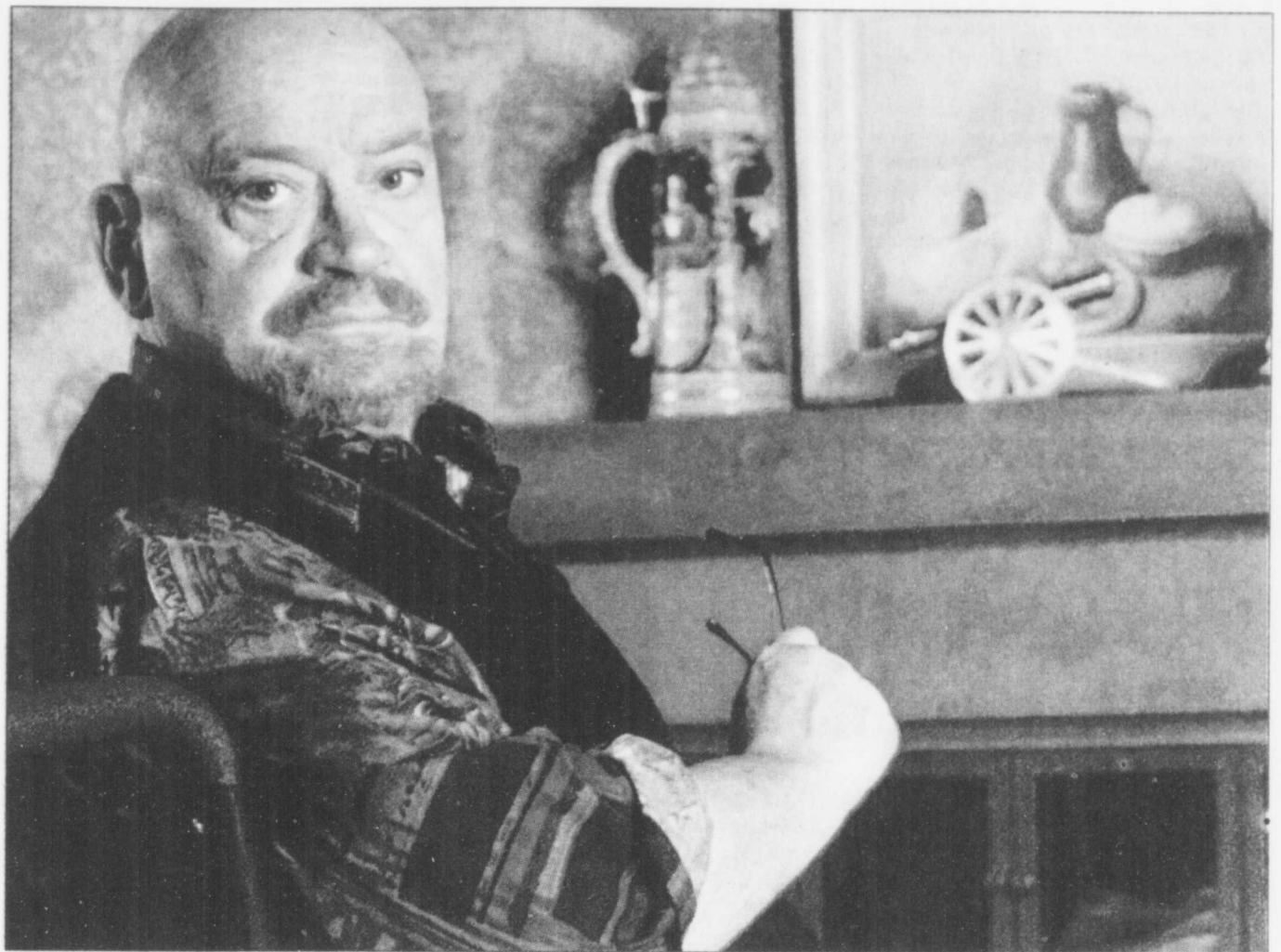
QUÉBEC, LE JEUDI 30 SEPTEMBRE 1999

www.lesoleil.com

## Jean-Louis Millette n'est plus

MARIO GILBERT ET LIA LEVESQUE  
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Le comédien Jean-Louis Millette, assurément l'un des plus grands acteurs que le Québec ait connus, est décédé à 15 h, hier, d'un arrêt cardiaque à l'hôpital Saint-Luc, à Montréal; il avait 64 ans.



Ceux qui le connaissent depuis Paillasson ont le sentiment de perdre un précieux compagnon de randonnée dans l'imaginaire.

**Il a consacré la fin de sa trop courte carrière à des paris souvent risqués sur de jeunes auteurs ou metteurs en scène**

Jean-Louis Millette avait été admis mardi soir à l'urgence de l'hôpital, puis à l'unité des soins coronariens, après s'être effondré devant chez lui, dans le Vieux-Montréal, victime d'un arrêt cardio-respiratoire. Des manœuvres de réanimation avaient été pratiquées, mais son cerveau avait été privé d'oxygène pendant une période indéterminée.

L'acteur aura imposé sa marque sur la culture québécoise grâce à la télévision — *La Ribouldingue*, *Symphorien*, *L'Héritage*, *Bouscotte*... —, mais aussi, à une plus petite échelle, mais peut-être avec plus de force encore, au théâtre, où il a joué « plus d'une centaine de pièces », consacrant la fin de cette trop courte carrière à des paris souvent risqués de jeunes auteurs ou metteurs en scène — qu'on songe à *Décadences*, de Steven Berkoff, en 1997 au Quat'Sous. Il avait aussi connu une certaine car-

rière au cinéma, jouant souvent les personnages louches, perturbés ou démoniaques, notamment dans *Pouvoir intime*, *Les Fous de bassan* et *Dans le ventre du dragon*, d'Yves Simoneau, *Le Confessionnal*, de Robert Lepage, ou *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand.

Au théâtre, il avait mérité un Masque il y a deux ans pour son rôle solo dans

Voir PLUS en A 2 >

AUTRES TEXTES

- Bourreau de travail Page C 3
- « Un ami... un frère » Page C 3

## Ce visage qui accréditait toutes les identités...

JEAN ST-HILAIRE  
Le Soleil

QUÉBEC — Le Québec a perdu hier, en Jean-Louis Millette, un acteur patrimonial, et le théâtre québécois, l'un de ses illustrateurs les plus dévoués et estimés.

Millette faisait en effet l'unanimité. Pour les générations qui ont suivi sa carrière au petit écran, il était l'ami de la famille, ce visage et cet illusionniste d'exception qui accréditaient aux yeux de tous les identités les plus variées. Les plus très jeunes qui, comme moi, l'ont connu par son personnage clown-

nesque de Paillasson, dans *La Ribouldingue*, à la télé, et ont eu par la suite le privilège de le voir dans des entreprises très différentes, au théâtre, au cinéma et à la télé, ont le sentiment de perdre un précieux compagnon de randonnée dans l'imaginaire. Pour la république du théâtre, il faisait figure de référence par la sûreté de son art et l'aisance qu'il avait de se rompre aux esthétiques les plus exigeantes.

Jean-Louis Millette était un artiste immense. La démonstration vivante qu'il n'est pas besoin d'avoir joué les jeunes premiers et premiers grands jeunes rôles pour devenir un monu-

ment de la scène, pour peu qu'on ait, comme il les a eus, la sensibilité, la curiosité, l'audace, l'amour du travail et la patience. Jadis confiné aux seconds rôles, il multipliait les rôles d'autorités depuis une bonne décennie, dans les téléromans de Victor-Lévy Beaulieu par exemple. Et le théâtre en a fait une espèce d'éclaircisseur d'élite, l'assignant aux causes les plus périlleuses: *Peau, chair et os*, d'Heiner Müller (Carbone 14); *Décadence*, de Steven Berkoff (Quat'Sous); *Le Passage de L'Indiana*, de Normand Charette

Voir VISAGE en A 2 >

PACTE FISCAL

## La facture s'en vient Selon Jacynthe Simard, le monde municipal devra encore payer 375 M\$

JULIE LEMIEUX  
Le Soleil

QUÉBEC — La présidente de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ), Jacynthe B. Simard, ne se fait plus beaucoup d'illusions. À son avis, tout indique que le monde municipal devra se résigner à payer encore une fois cette année la facture de 375 millions \$ que lui impose le gouvernement québécois depuis 1997.

« Pour l'instant, c'est comme ça que ça s'orient. C'est fort malheureux. J'aurais au moins voulu que la facture soit diminuée, à défaut de disparaître. Mais je ne peux malheureusement pas vous dire que ça sera le cas », a-t-elle indiqué, hier, lors d'une entrevue dans les locaux du SOLEIL.

Cette situation ne manquera pas de soulever l'ire des élus des 1073 municipalités membres de l'UMRCQ, en réunion à Québec, ce soir et ce week-end, dans le cadre de leur congrès annuel. Un congrès qui consacra d'ailleurs une grande partie de ses discussions à la réforme de la fiscalité municipale.

Selon M<sup>me</sup> Simard, les négociations sur le nouveau pacte fiscal avec la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, ne sont pas encore assez avancées pour espérer une entente avant le 20 octobre, date butoir pour en arriver à un ac-



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE  
La présidente de l'UMRCQ, Jacynthe B. Simard

**« Je peux vous dire qu'on a le couteau sur la gorge »**

cord à ce chapitre. Et les termes de l'entente négociée en 1997 entre le gouvernement et les municipalités sont clairs: si les parties n'ont pas négocié un nouveau pacte fiscal avant l'an 2000, la ponction de 375 millions \$ doit à nouveau être imposée au monde municipal.

« La loi a été écrite de cette façon: il y avait une facturation pour 1998 et 1999, et s'il n'y avait pas de pacte fiscal, il y avait aussi une facturation pour l'an 2000, sans aucun amendement législatif. Alors je peux vous dire qu'on a le couteau sur la gorge », a avancé M<sup>me</sup> Simard, qui quittera la présidence de l'Union, demain, après cinq ans de service. C'est le premier vice-président Florian Saint-Onge qui entend prendre la relève de la mairesse

Voir 375 M\$ en A 2 >

SOINS DE LONGUE DURÉE

## L'épuisement gagne les employés

LOUISE LEMIEUX  
Le Soleil

QUÉBEC — D'après une étude effectuée dans quatre hôpitaux de soins de longue durée affiliés à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, 55 % des soignants souffrent d'épuisement professionnel d'une façon modérée à sévère.

L'étude, effectuée par des chercheurs du Pavillon Saint-Augustin et de l'unité de recherche en gériatrie de l'Université Laval, a été menée entre 1995 et 1997 auprès de 297 employés (infirmières, auxiliaires, préposés) des pavillons Saint-Augustin, Maizerets, Yvonne-Sylvain et Fargy entre 1995 et 1997, mais « les problèmes sont plus grands encore aujourd'hui », selon Louise Dicaire, infirmière clinicienne et chercheuse du Pavillon Saint-Augustin.

Une deuxième étude, effectuée cette fois auprès de 28 des 30 CHSLD de la région, des CLSC et des groupes communautaires, arrive à des conclusions semblables. La cause de cet épuisement est dû à l'organisation du travail. Les équipes de travail sont éfritées et le personnel cadre en nombre insuffisant pour assurer une cohésion efficace, a constaté le Dr Pierre Durand dans son étude. La Régie régionale est à mettre sur pied un « plan d'action » avant de rendre publics les résultats de cette étude.

DEUX FOIS PLUS D'ABSENTS

Revenons à la situation dans les pavillons Saint-Augustin, Maizerets, Yvonne-Sylvain et Fargy. En moins de deux ans, le taux d'absentéisme a doublé: 21 000 heures d'absence en 1997; 47 500 heures en 1999. Le taux est passé de 7 à 14 %.

Voir SOINS en A 2 >

AUTRES TEXTES

- Souvent impuissants Page C 1
- « On oublie qu'on existe » Page C 1



LA MÉTÉO



Maximum 13, minimum 5

Pluie débutant le matin, et cessant en soirée. Demain, ciel variable. Détails page D 7

QUÉBEC, 103<sup>e</sup> ANNÉE, N° 266

FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL, OTTAWA 70¢ PLUS TAXES

60¢ PLUS TAXES

JEUDI



## PLUS Falstaff

Suite de la Une

*The Dragonfly of Chicoutimi*, de Larry Tremblay, qu'il jouait encore présentement en tournée, après des succès partout et jusqu'en Italie, terre qu'il adorait — il y passait ses vacances depuis 40 ans.

Et les amateurs attendaient avec impatience, en se frottant déjà les mains, de le voir jouer le printemps prochain Falstaff dans *Les Joyeuses Commères de Windsor*, de Shakespeare, au Théâtre du Nouveau Monde, un rôle qui l'attendait presque tellement il était fait pour lui à cette étape d'une folle carrière.

Son ami, le metteur en scène Yves Desgagnés, le décrit comme « un coureur de fonds qui se démène et consacre complètement sa vie à son métier ». Dimanche dernier encore, Jean-Louis Millette participait activement aux Journées de la culture.

Millette lui-même disait en entrevue l'an dernier qu'il fallait travailler passionnément, à la limite de ses forces et du temps, pour repousser la mort.

### TABLE DES MATIÈRES

<b>CAHIER A</b>	
La Capitale	3 à 9
Le Québec et le Canada	10 à 15

<b>CAHIER B</b>	
Questions d'argent	1 à 8
Bourses	4 et 5
Opinions	6
Le Monde	7

<b>CAHIER C</b>	
Actualités Magazine	1
Télévision	2
Arts et spectacles	3 à 10
Votre agenda	4
Annonces classées	6 à 9
Décès	9 et 10

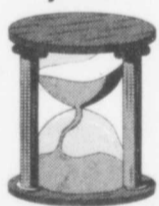
<b>CAHIER D SPORTS</b>	
Maurice Dumas	1
André-A. Bellemare	5
Statistiques	2 et 4

<b>SERVICES</b>	
Abonnements	686-3344
	1-800-463-2362
Annonces classées	686-3311
Carrières et Professions	686-3270
Internet	www.lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

### NUMÉROS CHANCEUX

Les résultats des loteries en page A 12

93 jours



avant l'an 2000

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

## VISAGE Nuancé

Suite de la Une

(Ubu) ou *The Dragonfly of Chicoutimi*, de Larry Tremblay (Théâtre d'Aujourd'hui). Le TNM lui avait réservé ce gouailleur de Falstaff des *Joyeuses Commères de Windsor*, de Shakespeare, pour la clôture de la présente saison. Dommage... À 64 ans, il tenait en promesse de nombreux autres grands moments de théâtre. Pleurons le Lear que cet artiste systématique et singulier n'a pu nous donner.

### UNE TÊTE

En entrevue, Jean-Louis Millette était un charme. En homme de culture, il répondait de façon fouillée, nuancée mais directe. Jamais de faux-fuyant avec lui, il n'escamotait pas les difficultés, ne cachait pas les craintes que lui inspiraient les aspérités d'un texte. C'était comme toute sa façon, toute modeste, d'avouer sa fragilité, sa hantise de virtuose devant la possibilité de la chute.

C'était « une tête », comme on dit. Au moral comme au physique. Une tête éclairée par des yeux d'où émanaient une lueur de secrète douleur, d'un certain sentiment tragique de l'existence. En même temps, son visage bon et expressif comme un ciel d'automne nous gardait dans l'attente, la quasi-certitude d'une éclaircie imminente, drôle et merveilleuse. Et quel grain dans la voix! Chaleureux et profond, le timbre était au service d'un authentique musicien du verbe. Il avait une obsession: découvrir l'intime scansion d'un texte, sa musique propre. Il annotait ses répliques comme une partition, prenant un soin jaloux à en trouver la césure juste. Le résultat chez lui tenait de l'équilibre délicieux entre l'étrangeté et la familiarité.

Nous voici donc tous en deuil, télé-spectateurs, cinéphiles et adeptes du spectacle vivant. Le cliché veut que nous vivions dans un monde plus petit du fait de sa perte; reconnaissons-lui sa vérité à ce cliché. Un grand acteur est un passeur vers de nouvelles aires de liberté; lui — comme l'art — ne peut nous soustraire à la part irrédoublable de la condition humaine, à savoir à la souffrance, à la mort, mais il peut aider à y trouver un sens. Jean-Louis Millette incarnait comme peu d'artistes au Québec le devoir d'assistance à consciences effarouchées ou désabusées en lequel la scène voit de plus en plus sa mission.

Jean-Louis Millette s'est produit deux fois à Québec, la saison dernière. Dans *L'Oiseau vert*, de Gozzi, son Tartaglia proclamait sa maîtrise intime de la commedia dell'arte. Mais c'est de sa prestation dans *The Dragonfly of Chicoutimi*, à la Caserne, que je garde le souvenir le plus impérissable. À la création, au Festival des Amériques, en 1995, l'acteur était prodigieux dans ce solo tourmenté d'un adulte enfermé dans un traumatisme d'enfance et une langue étrangère. Cette fois, il était... meilleur. L'artiste avait fait table rase du succès passé et de ses recettes pour creuser encore dans le rôle. L'intime s'était élargi à quelque chose d'épique, de vie vraie, mais si concentrée. Tel était le pouvoir de cette tête de lumière qui nous a quittés trop tôt hier.

## SOINS Partout

Suite de la Une

Pour le directeur de ces établissements, Bernard Bouchard, cette situation représente un cauchemar financier de 2,5 millions \$ par année. En effet, les établissements doivent payer le salaire de l'employé absent et celui de son remplaçant. « L'argent qu'on met à payer les absences, on ne le met pas ailleurs. Ça m'empêche de dormir », avoue Bernard Bouchard.

La détresse humaine des employés secoue l'infirmière chercheuse Louise Dicaire. Des programmes de gestion du stress ont été mis au point pour les employés, mais « ça prend du temps à changer les mentalités », constate-t-elle. Pire encore, « des décisions administratives ont court-circuité nos efforts », ajoute-t-elle. Des postes de cadres ont été abolis, des postes de syndiqués ont été coupés, des unités ont déménagé vers l'hôpital de l'Enfant-Jésus, déstabilisant des équipes déjà fragiles.

### PHÉNOMÈNE GÉNÉRALISÉ

La situation des pavillons Saint-Augustin, Maizerets, Yvonne-Sylvain et Fargy n'est pas unique. Le phénomène est provincial, estime Bernard Bouchard.

De physiques qu'elles étaient, les causes des absences sont maintenant d'ordre psychologique (épuisement, burnout) et elles durent plus longtemps, remarque Roger Corriveau, directeur de l'Hôpital général de Québec et président du regroupement des CHSLD de la région 03. « C'est un phénomène nouveau », dit-il.

Le D<sup>r</sup> Pierre Durand, médecin gériatre et directeur de l'unité de recherche en gériatrie de l'Université Laval, a cherché les causes de l'épuisement professionnel des travailleurs. Il a mené son enquête dans 28 des 30 CHSLD (centres d'hébergement de soins de longue durée), dans les CLSC (maintien à domicile) et dans les organismes communautaires. Le constat est le même: il y a épuisement professionnel partout, et partout il a noté un désengagement massif du personnel vis-à-vis de la clientèle âgée.

La cause principale? Non pas le manque de personnel, comme on s'y attendrait mais plutôt l'organisation du travail, constate le D<sup>r</sup> Durand.

« L'érosion ou l'éclatement des équipes de travail est à la source de la méfiance, de la paranoïa, du manque d'objectifs communs entre les pairs et baisse la capacité des travailleurs de rendre service », remarque le D<sup>r</sup> Durand.

« On demande de plus en plus aux soignants de poser des gestes techniques. Par manque de temps, ils perdent le sens des soins, il y a dépersonnalisation entre la personne aidante et la personne aidée », constate le gériatre.

Les résultats de l'étude du D<sup>r</sup> Durand seront dévoilés par la Régie régionale... en même temps que les solutions pour parer au problème.

« Il faut travailler avec les syndicats et les cadres. Le contexte actuel des négociations n'est pas idéal pour s'attaquer à ce type de problème », reconnaît Valois Malenfant, porte-parole de la Régie régionale.

## 375 M\$ Relève

Suite de la Une

de Baie-Saint-Paul.

Selon M<sup>me</sup> Simard, les quelques rencontres qui ont eu lieu entre l'UMRCQ et la ministre Harel n'ont permis que de dégager les « paramètres et les objectifs » du nouveau pacte fiscal. Sans plus. « Notre prochaine rencontre avec M<sup>me</sup> Harel sera le 14 octobre, ce qui implique que nous serons à une semaine de la date finale. Et nous n'avons pas encore commencé la négociation sur le cœur du sujet... Ça sera donc difficile d'arriver à une entente. On ne pourra sûrement pas refaire le sort du Québec en une semaine! » a-t-elle lancé.

Il y a une dizaine de jours, M<sup>me</sup> Simard prévoyait la « totale opposition des maires » si le gouvernement forçait le paiement de cette facture, arguant que les municipalités n'avaient pas à faire les frais de la lenteur de Québec, qui semblait étirer les négociations dans le but inavoué d'encaisser l'argent. Mais hier, la présidente de l'UMRCQ n'a pas voulu ouvrir la porte à des moyens de pression pour convaincre le gouvernement d'oublier ce paiement, af-

firmant qu'il était encore trop tôt pour décider de l'attitude à adopter dans ce dossier.

Par contre, elle n'hésite pas à extrapoler sur les intentions réelles du gouvernement. « Il parle de diminuer les impôts de 400 millions \$, mais continue à vouloir nous faire payer la facture de 375 millions \$. Est-ce qu'il nous prend pour ses percepteurs d'impôts? Il parle aussi d'augmenter le salaire des employés de la fonction publique, mais en bout de ligne, ce sont les propriétaires qui vont absorber le choc. On a l'impression qu'il se sert de nous comme boues émissaires », a-t-elle dénoncé.

M<sup>me</sup> Simard espère tout de même qu'au cours des prochains mois, le gouvernement montrera un peu d'ouverture à la position de l'UMRCQ, qui réclame plus de pouvoirs pour les MRC, et surtout, le respect de leurs limites territoriales actuelles. Car l'Union craint qu'avec son nouveau pacte fiscal, le gouvernement renforce les agglomérations urbaines au détriment des petites municipalités.

« Ça serait dramatique que le pacte fiscal nous donne un Québec à l'emporte-pièce: 30 agglomérations urbaines riches et renforcées contre des petites en milieu rural. C'est vrai qu'il peut y avoir un remodelage des territoires au sein de certaines communautés urbaines, mais ça sera mineur. Pas question que les agglomérations viennent englober nos MRC », a-t-elle lancé.

2<sup>E</sup> ÉDITION

## GALERIES DE LA CAPITALE

Les 1, 2 et 3 octobre 99

# Cansom Auto 99

Le Salon de l'entretien et de l'esthétique de l'auto

L'endroit idéal pour obtenir des conseils des plus grands spécialistes.

Un air d'aventure

Le samedi 2 octobre de 10h à 18h, participez à la clinique d'inspection volontaire et gratuite de votre auto «Un air d'aventure».

dans le stationnement des Galeries entre les magasins Eaton et Rona

### Tirage

2 semaines de location gratuite d'un véhicule récréatif gracieuseté de CARAVANE MARCO

1540, Jean-Talon Nord (boul. Charest)

### ENTRÉE ET STATIONNEMENT GRATUITS

Ven. 1 oct. 12h à 21h Sam. 2 oct. 10h à 17h Dim. 3 oct. 11h à 17h

Le SOLEIL SPORT & HÔTEURS CARAVANE MARCO SEVEN FLO TELE 9

## Pour rénover La solution Giroux Maçonner

**Nova brik**  
LA BRIQUE AUTOPORTANTE

- Sans mortier
- Fondations non requises
- Idéale pour tout projet de rénovation extérieure ou intérieure

### Liquidation 1999

Le défi du meilleur prix à Québec

- Support technique gratuit par des professionnels.
- Installateurs accrédités
- Service exclusif de support au démarrage d'installation sur place en présentant cette annonce.

Faites le tour de la ville... vous nous reviendrez quand même pour le prix et le service!

**GIROUX • MAÇONNEX**  
BRIQUES • PIERRES • PAVÉS

**622-8500**  
5690, Pierre-Bertrand N. Québec

Accrédité par la Régie du bâtiment du Québec. Licence d'entrepreneur.

## MOTORISÉS

# LEBLANC

DEPUIS 1968

## Neuveille Vente fin de saison

1er, 2 et 3 octobre

### les prix à leur plus bas

Nos véhicules d'occasion sont également à leur plus bas prix

Économisez des milliers de \$\$\$

Faites vite!

Présentation des modèles 2000

financement à taux préférentiel

Leisner Newmar Corp. WINNEBAGO

Royal Citation Flair Bounder

## CHEZ LEBLANC, C'EST RASSURANT

Québec: en bordure de l'aut. 40, sortie 281 Nord, Neuville

À 15 min. de Québec (418) 876-3316, 1 800 854-3316

# LA CAPITALE

## ET SES RÉGIONS

LOCK-OUT AU CHANTIER D'ALCAN

# La CSN refroidit la médiation

« Pas de paix à Alma sans nous autres ! »

ALAIN BOUCHARD  
Le Soleil

■ QUÉBEC — La médiation spéciale qui se poursuivait hier, à Montréal, afin de relancer le mégachantier d'Alcan, à Alma, risque de faire naufrage sur l'absence de la CSN-Construction dans le « club » des négociateurs.

« On n'arrivera jamais à ramener la paix sur le chantier sans notre concours, prêté formellement le président de la CSN-Construction. C'est une grave erreur de nous avoir une fois de plus tenus à l'écart de la négociation, alors que nous en sommes déjà rendus au lock-out », a déclaré hier André Paquin, lors d'un entretien téléphonique avec LE SOLEIL.

Alcan a choisi, mardi soir, d'interrompre la construction de la future plus importante aluminerie du monde jusqu'à lundi matin. Elle soutient qu'il en allait de la sécurité même des travailleurs du chantier, à moins du tiers de sa réalisation.

La compagnie dit espérer que cette interruption pourra mettre un point final au grabuge ouvrier qui ralentit les travaux depuis quelques semaines, et régler une fois pour toutes les conflits de juridiction syndicale qui empoisonnent le climat de ce chantier de 2,2 milliards \$.

La médiation spéciale déjà entreprise, mardi, à Montréal, avant même la fermeture du chantier, allait bien sûr s'en trouver encore plus obligée, hier. Sauf que, conformément aux règles d'usage qui gouvernent l'industrie de la construction, sur la base des proportions de membres affiliés, la Confédération des syndicats nationaux s'en trouve exclue.



Les travailleurs du chantier de l'Alcan à Alma marchaient dans les rues, hier, victimes du lock-out de l'employeur.

De la même manière qu'elle s'était trouvée exclue de l'entente particulière intervenue entre Alcan, ses constructeurs et le Conseil conjoint de la construction (CCC) — la FTQ à toutes fins utiles —, avant l'ouverture du chantier. Ce que la CSN ne digère toujours pas.

### LE CLUB DES NÉGOCIATEURS

« Il est vrai que, sur le plan provincial, la CSN-Construction ne fait pas le poids avec la FTQ, plaide André Paquin. Sauf qu'au Saguenay/Lac-Saint-Jean, et en l'occurrence sur le chantier d'Alma, où nous représentons plus de 500 ouvriers syndiqués, notre présence s'avère cette fois plus que respectable. »

C'est Fernand Matteau, le directeur même de la conciliation, médiation et prévention au ministère du Travail, qui agit actuellement comme médiateur au grand « sauve-qui-peut » de Montréal. Alcan y est représentée par le chef du projet d'Alma, Frank Farago; les 232 entrepreneurs du chantier, par l'Association de la construction du Québec et son délégué Michel Hamelin; et le CCC, par Pierre Labelle, président du Conseil provincial des métiers de la construction (CPMC), ainsi que par les deux patrons de la FTQ-Construction, le président Jean Lavallée et le directeur général Jocelyn Dupuis.

Le Conseil conjoint de la construction du Québec n'est rien de moins que la réconciliation en cours du Conseil

provincial des métiers de la construction (CPMC) et de la FTQ-Construction, après une vieille scission de près de 20 ans. Une sorte de retour au bercail, explique Louis Fournier, de la FTQ. De sorte que la FTQ-Construction se retrouve en bout de ligne représentante et porte-parole des ferrailleurs et monteurs de ligne mécontents du CPMC, qui furent au cœur de l'agitation syndicale qui a malmené le chantier d'Alma.

Mais la CSN compte aussi des ferrailleurs, des cimentiers et des briqueteurs qui se disent affectés par la préfabrication extérieure, comme celle des poutres de béton armé de Bétons préfabriqués du Lac, proche voisine d'Alcan, dans le parc industriel d'Alma.

## Petite clause, mais grande portée

QUÉBEC — C'est sur une toute petite clause de trois lignes, mais combien grande de portée, qu'ont buté les relations de travail devant finalement aboutir au lock-out du chantier de l'aluminerie Alcan, à Alma, le chef-lieu du Lac-Saint-Jean.

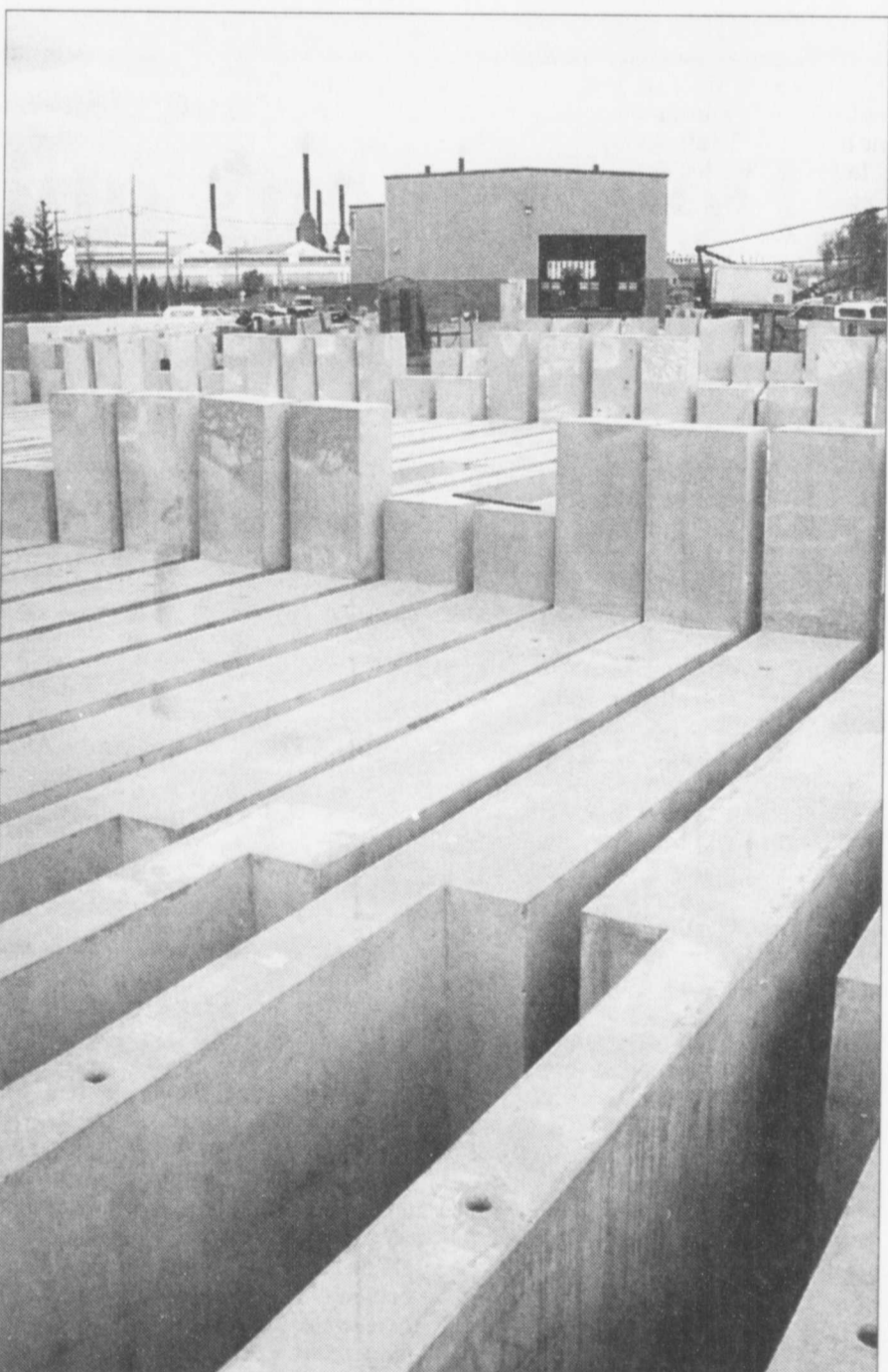
Numérotée 32.08, elle dit textuellement ceci: « Les travaux de préassemblage exécutés à pied d'œuvre ou sur un site temporaire aménagé dans les limites immédiates du chantier pour les besoins du projet, sont assujettis à l'application de la convention collective et de l'entente particulière. »

**Des poutres préusinées à l'origine du conflit**

Or, c'est la préfabrication que dénoncent les syndiqués mécontents à l'origine du grabuge, en l'occurrence celle des poutres de béton armé d'André Bouchard (BPL), à Alma. Ce qui n'est pas nécessairement la même chose que le préassemblage.

D'autre part, BPL n'est pas précisément un site temporaire. Il fabrique du béton depuis 23 ans près d'Alcan, à Alma. Bien que son nouvel atelier construit en 1998 pour produire les poutres d'Alcan, entre autres choses, est très évidemment sorti de terre presque en même temps que le chantier de la fameuse aluminerie.

Du beau travail de médiation pour M. Matteau. A. B.



Ce sont ces poutres préfabriquées en béton armé qui ont mis le feu aux poudres.

## Bouchard ne s'en mêlera pas

DENIS BOUCHARD  
Le Quotidien

■ CHICOUTIMI — Le premier ministre Lucien Bouchard laisse pour le moment les syndicats et Alcan mener leurs discussions afin de dénouer l'impasse du chantier d'Alma.

Attachée politique du premier ministre au bureau de circonscription de Jonquière, Nancy Lavoie a indiqué, hier, que M. Bouchard n'interviendra pas, laissant « les parties se parler ».

Les yeux du premier ministre dans ce conflit sont le ministère du Travail, qui surveille de très près les négociations en cours.

Selon M<sup>me</sup> Lavoie, il va falloir mesurer les conséquences à long terme du conflit de travail qui paralyse le chantier d'Alcan. Va-t-il avoir un impact sur les plans de remplacement des Sodderberg? se demande-t-elle.

M<sup>me</sup> Lavoie témoigne de l'anxiété de la population à l'égard de ce conflit et souhaite qu'il y ait un règlement le plus rapidement possible.

D'autre part, le député de Lac-Saint-Jean et ministre des Transports, Jacques Brassard, s'est abstenu de commenter le conflit. Son bureau a fait savoir qu'il suivait de très près les négociations intensives en cours et qu'il émettra aujourd'hui un commentaire.

## ÉCRASEMENT À GASPÉ

# Poursuites de 2,2 millions \$ contre Myrand Aviation

RICHARD HÉNAULT  
Le Soleil

QUÉBEC — Des poursuites totalisant 2,2 millions \$ sont intentées contre Myrand Aviation. Elles font suite à l'écrasement d'un appareil en avril, à Gaspé, dans lequel le syndic Jean-Germain Huot a perdu la vie.

Deux des trois poursuites ont été déposées en Cour par les entreprises dont le défunt était le seul actionnaire, soit Jean-Germain Huot et associés ainsi que Max Fred inc. La dernière poursuite est intentée par l'ex-épouse de M. Huot, leurs deux filles ainsi que son frère et sa sœur.

**Deux des 3 poursuites déposées par les entreprises de J.-G. Huot**

L'appareil qui s'est écrasé à environ deux kilomètres de la piste était piloté par Alain Bergeron et Arnaud Caroux. Les deux hommes, qui font aussi l'objet des trois poursuites, ont également péri dans l'accident.

Vers 8 h 30, le 13 avril, les conditions météorologiques au départ de Québec permettaient au Cessna 335 d'effectuer le vol. Cependant, alléguent les demandeurs, les deux pilotes auraient persisté à continuer le vol quand les conditions se sont détériorées.

On leur reproche plus particulièrement de ne pas avoir déroté l'appareil vers les aéroports de dégivrage de Charlo et Mont-Joli et ce, précise-t-on, malgré les recommandations en ce sens du service de la circulation aérienne. La visibilité était en effet devenue pratiquement nulle, indiquent les demandeurs. Selon eux, les deux pilotes ont tenté un atterrissage alors qu'ils n'auraient pas eu les compétences nécessaires pour le faire dans de telles conditions.

Comme Jean-Germain Huot était la seule personne à détenir une licence de syndic au sein de son bureau, celui-ci a perdu, par suite de son décès, toute qualification pour agir comme administrateur de dossiers de faillite. Sur ordre du surintendant des faillites, on a alors dû recourir aux services d'un autre syndic, ce qui a entraîné une dépense de 44 400 \$ à titre d'honoraires.

En juin, des syndicats à l'emploi du surintendant ont dû vaquer à l'administration des dossiers du bureau de M. Huot. Un autre facture de 17 000 \$ s'est donc ajoutée à la première.

En août, une vente en bloc de tous les dossiers a été conclue pour une somme de 91 100 \$. Pour tous ces frais, Jean-Germain Huot et Associés réclame 746 200 \$ à Myrand Aviation et aux héritiers de ses deux pilotes.

Quant à Max Fred inc, une entreprise se spécialisant dans l'acquisition et la location d'immeubles à revenus dont le défunt était aussi le seul actionnaire, elle réclame 601 200 \$. Elle explique dans sa déclaration avoir encouru des pertes considérables. On ajoute que les services d'un administrateur devront en outre être retenus.

Quant aux deux filles de M. Huot et son ex-conjointe, Odette Bégin, elles réclament 800 000 \$. Bien que le couple ait divorcé il y a dix ans, les relations entre les deux ex-conjoints étaient demeurées excellentes, allègue M<sup>me</sup> Bégin. Au moment de son décès, M. Huot pourvoyait encore au soutien financier et au bien-être matériel de son ex-conjointe malgré qu'elle ait eu un emploi d'institutrice, précise-t-elle.

Selon cette dernière, il était de plus un père exemplaire et très près de ses filles âgées de 23 et 20 ans. Bref, on le décrit comme une personne extrêmement généreuse à l'endroit des membres de sa famille et de son ex-épouse.

Enfin, la sœur et le frère du défunt réclament chacun 50 000 \$.

# Nourrir le monde

Fondée le 2 octobre 1924, l'Union des producteurs agricoles (UPA) regroupe 45 000 agriculteurs québécois. Après 75 ans, une bonne partie du rêve des quelques centaines d'agriculteurs qui lui ont donné naissance a été réalisé. Que l'on pense à la sécurité du revenu, au rapport de force qui s'est bâti face aux marchés, l'UPA peut crier mission accomplie. Pour l'avenir, l'UPA souhaite maintenir et développer son modèle spécifique d'agriculture tout en contribuant à civiliser le mode de commerce des denrées agricoles à l'échelle internationale.

1924-1999

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi dans

**LE SOLEIL**

## EN BREF

## QUÉBEC

## Expropriation du site d'enfouissement

Les maires de la Communauté urbaine de Québec vont de l'avant pour l'expropriation du site d'enfouissement de Saint-Tite-des-Caps car les négociations avec son propriétaire ne progressent pas à leur satisfaction. La CUQ a prévu investir 12,7 millions \$ dont 10 millions \$ pour l'achat du terrain. «L'expropriation n'empêche pas une entente de gré à gré», nuance Jean-Claude Bolduc, président de la commission de l'environnement de la CUQ. R.F.

## Langlois et Mercier prêts à troquer...

Les maires Jacques Langlois de Beauport et Ralph Mercier de Charlesbourg se disent prêts à troquer tout transfert financier du gouvernement contre certaines responsabilités. Ces municipalités versent 3 millions \$ par année, depuis deux ans, pour financer leur part du déficit zéro. Maintenant que l'objectif est atteint, ils ne voient pas pourquoi ils continueraient de payer mais se disent prêts à investir dans le transport en commun si le gouvernement les laisse souffler. «Les 375 millions \$ qu'il transfère aux villes, c'est de l'argent net, après impôt, que versent les contribuables sous forme de taxes. S'il veut les imposer, qu'il le fasse donc au moyen d'impôts, et les contribuables auront droit aux déductions qui vont avec», dit Jacques Langlois. R.F.

## ...mais refusent de s'asseoir avec L'Allier

D'autre part, les maires Langlois et Mercier refusent de s'asseoir avec Jean-Paul L'Allier pour discuter de fusion tant que le maire de Québec ne leur aura pas fourni la liste des équipements qu'il entend transférer dans une super CUQ. «Il faut avoir des faits en main pour discuter», dit Ralph Mercier. Or ils discutent déjà de la proposition de la Ville de Québec pour intégrer tous les services de sécurité publique de la région. «Cette démarche est en train de se faire. Avec sa proposition de fusion, que veut Québec: qu'on arrête l'étude de la sécurité publique?» lance Jacques Langlois. R.F.



Vingt-cinq de ces autobus surbaissés s'ajouteront au parc de la STCUQ d'ici la fin de mars.

## La STCUQ commande 25 autres NovaBus: 15 millions \$

ROBERT FLEURY  
Le Soleil

■ QUÉBEC — La STCUQ vient d'adopter un règlement d'emprunt pour acheter 25 nouveaux autobus à plancher bas qui s'ajouteront aux 25 véhicules déjà que NovaBus vient d'installer sur sa chaîne de montage de Saint-Eustache. Tous ces véhicules arriveront de la fin de novembre à la fin de mars.

Il était minuit moins une pour la STCUQ, car NovaBus avait seulement le temps d'assembler de 60 à 80 autres autobus avant de s'attaquer à une importante commande pour Chicago, ce qui aurait retardé la livraison des véhicules à 2001.

«Nous en avons discuté avec le ministre des Transports et nous avons son accord de principe», dit son président Claude Cantin, admettant profiter ainsi de la capacité de production de NovaBus.

Le Québec assumera la moitié de la facture de 10,8 millions \$ et la STCUQ financera son achat sur 10 ans, augmentant ainsi son service de la dette

de 200 000 \$ par an. Chaque autobus coûte environ 425 000 \$. La STCUQ prévoit commander 25 autobus par année, soit 50 autres d'ici 2002, lesquels figurent déjà dans l'appel d'offres global de la STCUM. Cette fois, la commande est ouverte à tous les fabricants canadiens mais elle n'a pas encore reçu l'aval du ministre des Transports.

Pour faire cet achat qui figure à son plan de redressement pour l'an prochain, la STCUQ a obtenu que le gouvernement et les maires investissent ainsi l'argent économisé en n'achetant pas d'autobus neufs.

Cette commande témoigne du virage effectué par l'administration de Claude Cantin. Cette semaine encore, Claude Larose qualifiait la production de l'usine NovaBus de «scrappe»!

«L'ancien président est parti depuis presque un an. Les choses ont évolué. M. Larose avait commandé des modèles 1996. Ils ont bien changé depuis. Les NovaBus 1998 étaient de bien meilleure qualité mais il ne les a pas connus. Il n'est peut-être pas très au courant de ce qui se passe», commente M. Cantin, dissimulant mal son impatience.

De même a-t-il mis sur la glace l'achat d'autobus d'occasion favorisé par Claude Larose.

«Je ne dis pas que c'est abandonné définitivement mais ce n'est pas dans notre politique actuelle», dit M. Cantin. La vingtaine de véhicules ainsi commandés arrivent au compte-gouttes, car la STCUQ exige qu'ils soient livrés en excellente condition, car elle devait les reconstruire en arrivant.

«Les autobus de la STCUQ sortiront de la chaîne dans un mois et demi», confirme un porte-parole de NovaBus, Jean-François Lebrun. «Les 25 qui s'en viennent, vous nous en donnerez des nouvelles. Ils sont de beaucoup améliorés et agréables d'entretien», dit-il.

Dans un rapport interne, la STCUM qualifie d'ailleurs la fiabilité mécanique des NovaBus à plancher bas d'aussi bonne que les Classic. Le nouveau directeur de l'entretien de la STCUQ y était le surintendant en mécanique majeure jusqu'en juillet.

«Les 1998 étaient presque équivalents aux meilleurs Classic 1995. Les premiers Classic n'étaient pas très performants, non plus», dit Michel Quenneville. Il croit que le nouveau moteur à injection électronique et la transmission ZF s'avéreront des plus fiables.

«Dès la semaine prochaine, nous aurons un mécanicien sur la ligne de montage pour exercer un bon contrôle de la qualité, et la STCUM fera de même», assure M. Quenneville.

## Loranger ébranlé

«À l'employeur de régler mon cas»

JULIE LEMIEUX  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le maire de L'Ancienne-Lorette, Émile Loranger, estime que c'est le Conseil du trésor qui devra trouver une solution à son problème, qui devra décider s'il continuera à le payer à rien faire pendant longtemps.

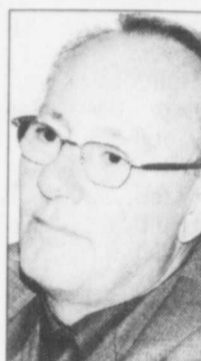
En entrevue au réseau TVA, hier, le maire Loranger a affirmé qu'il n'accepterait pas que ses employés municipaux soient rémunérés tout en restant chez eux, comme il l'a fait lui-même pendant deux ans au Conseil du trésor. Mais du même souffle, il a lancé que c'est son employeur qui devrait résoudre le problème.

«La solution appartient à mon employeur. C'est à lui de décider ce qui doit être fait», a-t-il soutenu, visiblement ébranlé par cette épreuve qu'il a qualifiée de difficile.

M. Loranger a raconté que, pendant 14 mois, il a occupé un bureau du Conseil du trésor sans qu'on ne lui donne de mandat. «J'avais un bureau, un crayon, un pad, le téléphone, mais aucun mandat», a-t-il relaté. Ensuite, on l'a nommé responsable des statistiques sur les départs volontaires, un mandat qu'il a effectué pendant quatre mois, mais qui ne lui demandait que deux ou trois heures de travail par semaine.

Selon lui, seulement trois choix s'imposaient à lui lorsque le Conseil du trésor a décidé de le mettre sur la «tablette»: accepter ce poste bidon, démissionner, ou ne rien faire en attendant qu'on l'appelle pour lui donner du travail. «J'ai choisi la troisième option.»

M. Loranger a en outre expliqué qu'il n'avait jamais refusé les mandats de son employeur, comme l'avait laissé entendre son superviseur lors d'une entrevue à TVA.



Émile Loranger

## avis Nouvelle autorisation

Conformément aux dispositions de l'article 423 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le Directeur général des élections donne avis qu'il a autorisé à compter du 16 septembre 1999 le parti Équipe Giroux/Action Lac-Beauport de la municipalité de Lac-Beauport. Monsieur Robert Laforce agit comme représentant officiel de ce parti.

Le Directeur général des élections du Québec

Pour plus de renseignements, composez sans frais 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Style sublime. Chaleur divine.

Passiez à la boutique Birger Christensen: vous y découvrirez la plus belle collection de fourrures qui soit! Sous le signe de l'élégance et de la sophistication, la saison automne-hiver 1999 s'ouvre sur les créations comme signées Bisang, Randolph Duke, John Galliano, Louis Féraud et Birger Christensen.

Voilà les fourrures couture de notre collection automne-hiver 1999, présentées en avant-première à notre magasin de Place Sainte-Foy, les 1er, 2 et 3 octobre.

HOLT RENFREW

Québec: Place Sainte-Foy [418] 656-6783 www.holtrenfrew.com

## CHUQ

## Des travaux qui urgent

LOUISE LEMIEUX  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le CHUQ aurait besoin de 26 millions \$ pour effectuer des travaux urgents et semi-urgents dans les bâtiments des trois hôpitaux qui le composent, le CHUL, l'Hôtel-Dieu et Saint-François-d'Assise.

Depuis 1995, le gouvernement n'a pas investi pour l'entretien des bâtiments, a signalé Gilles Landry aux membres du conseil d'administration du CHUQ, hier soir. Certains travaux sont urgents, souligne le directeur technique, pour refaire des toits, aménager les urgences, changer des génératrices désuètes, etc. À court terme, le CHUQ a besoin de 12 millions \$ pour effectuer des travaux urgents.

Parmi ces travaux, le directeur technique compte loger dans le CHUL, le Centre antipoison et des bureaux de médecins qui se trouvent actuellement dans des roulettes vieilles de 20 ans.

«On ne peut absolument pas passer dans le budget courant les dépenses pour les travaux urgents. Et les problèmes s'aggravent lorsqu'on n'investit pas dans l'entretien» précise M. Landry.

## PLUS CHER, MAIS PLUS DE PLACES

Le c.a. a adopté hier soir une résolution pour aller de l'avant avec la construction d'un stationnement souterrain au CHUL. Le coût initial de ce stationnement était de 7,5 millions \$, pour 350 places.

Aujourd'hui, les besoins sont estimés à 577 places. Le coût du stationnement passe donc à 12,6 millions \$ auquel le CHUQ ajoute 1,4 million \$, pour renforcer la structure afin de pouvoir ajouter des étages au futur Centre mère-enfant, et pour faire un parement extérieur à l'étage sur pilotis du CME et répondre ainsi aux normes de la Ville de Sainte-Foy. Les coûts du stationnement autofinancé, seront amortis sur une période de 25 ans.



Installé dans des roulettes de fortune, le Centre antipoison pourrait bientôt loger dans les locaux du CHUL.

Le début des travaux est lié aux autorisations du Conseil du trésor. Mais M. Landry s'attend à ce que dès décembre, on commence les travaux préparatoires.

Déjà la liste d'attente pour un stationnement au CHUL est longue de 493 noms, souligne-t-il. Et la construction du Centre mère-enfant, dont l'ouverture est prévue en mai 2002 augmentera les besoins en stationnement. «Nous n'avons même pas tenu compte des besoins en stationnement si le D' Labrie obtient le financement pour l'agrandissement de son centre de recherches», précise M. Landry.

## LISTES D'ATTENTE

Jusqu'à maintenant, 85 patients atteints de cancer du sein ou de la prostate ont été transférés aux États-Unis pour recevoir des traitements de radiothérapie.

Au 17 septembre, 380 personnes étaient inscrites sur les listes d'attente en radiothérapie à l'Hôtel-Dieu. L'attente est de 16 semaines pour le can-

cer de la prostate et de 11 semaines pour le cancer du sein. L'attente acceptable est de huit semaines. L'envoi de patients de radio-oncologie vers les États-Unis se poursuivra au moins, jusqu'en janvier.

## LISTES D'ATTENTE

Par ailleurs, le D' Benoît Dumais a fait état de certaines listes d'attente.

Celle concernant les opérations des cataractes est effrayante: 1600 patients en septembre contre 580 en septembre 1998. «Et pourtant, il y a deux salles d'opération qui roulent à plein temps pour faire des cataractes», souligne le D' Dumais.

Par contre l'attente a chuté pour un examen par résonance magnétique: 560 patients étaient inscrits sur la liste d'attente (dont plus de 200 avaient huit à 12 mois d'attente) contre 1050 en avril.

L'attente demeure la même (jusqu'à deux ans dans certains cas) pour la pose de prothèse de la hanche, même si on a opéré un plus grand nombre de cas.

1600 patients attendent d'être opérés pour la cataracte

# Aux armes, syndiqués!

**D**epuis samedi dernier, je tremble. Depuis que j'ai vu les agents de la SQ manifester à Drummondville comme des truands, armés de leurs fusils à pétaards, je cauchemarde!

L'automne sera chaud, a-t-on dit. Le Front commun de la CEQ-CSN-FTQ (ou ce qui en restera d'ici novembre) se prépare à essayer de défoncer la politique salariale du gouvernement. Les syndicats sont en train de fourbir leurs armes. À voir celles que les policiers, ces gras durs du système, ont exhibées sans vergogne samedi, oui, je m'inquiète. Car il y a au Québec, beaucoup plus d'armes dangereuses dans les lieux de travail qu'on ne le croit.

Imaginez si les techniciens de laboratoire décidaient de sortir dehors avec leurs fioles pleines de microbes. Des bactéries mangeuses de chair. Des germes de maladies tropicales. Des streptocoques et autres trucs dégueulasses dont il font savamment la culture dans leurs éprouvettes. Imaginez que les professeurs de sciences des cégeps, capables d'enseigner aux étudiants à fabriquer des bombes — ça s'est déjà vu, dans le temps — brandissent leurs produits chimiques: un peu d'acide sulfurique (H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>) par ci, pour mettre du piquant dans l'expression de leur mécontentement. Un soupçon d'hydroxyde de sodium (NaOH) ou d'acide phosphorique (H<sub>3</sub>PO<sub>4</sub>) par là!

## RIEN QUE D'Y PENSER, J'EN FRÉMIS

Imaginez que les informaticiens se mettent à garocher leurs virus à tous vents. Qu'ils paralysent nos systèmes, trois mois avant la date appréhendée du bogue. Que les cuisiniers des hô-

pitaux sortent dans la rue armés de leurs couteaux à dépecer. Ce sont leurs outils de travail, non? Pourquoi ne se donneraient-ils pas le droit de les exhiber au grand air, eux aussi, comme les policiers? Et les bâtons de baseball des profs d'éducation physique? Et les fers en usage dans les cours de golf 101 au cégep? Et les dictionnaires? Les enseignants pourraient avoir la fantaisie de nous les lancer par la tête. Et les balais, et les moppes des préposés au nettoyage? Et le drano qui sert à déboucher les toilettes du parc immobilier de l'État? C'est un produit corrosif, ça. Et les marteaux, les scies des menuisiers qui réparent les sièges branlants du gouvernement? Et les chalumeaux des plombiers? Les tronçonneuses, les haches des employés forestiers? Imaginez, la curée! C'est pourquoi je tremble...

Si les ministres responsables des écoles, des hôpitaux, et des bataillons de fonctionnaires, sont le moins conscients, ils doivent prévoir le coup. Afficher des directives. Des politiques fermes.

Sinon, ils risquent d'être pris en flagrant délit de je-m'en-foutisme, comme c'est arrivé samedi dernier à Serge Ménard, ministre de la Sécurité publique. Ça lui a pris un temps fou pour mesurer la gravité de la manifestation armée des policiers. Il a prouvé une fois encore que le jugement et le gros bon sens, ça ne vient pas automatiquement avec la toge quand l'avocat prête ser-



Ghislaine Rheault  
GRheault@lesoleil.com

ment. Hier, il a enfin annoncé, à l'issue du conseil des ministres, que l'uniforme, l'arme de service et les autos-patrouilles de la Sûreté seront maintenant réservés à l'exercice des fonctions policières.

Toute une nouvelle! Toute une découverte! Comme si ça n'allait pas de soi, avant. Comme si la quincaillerie dangereuse que le peuple met à la disposition des po-

liciers pour protéger la collectivité pouvait servir à d'autres fins.

L'annonce du ministre ne me satisfait pas. On n'a pas pensé au reste de l'armurerie. Les couteaux, seringues, bâtons de golf, sont presque aussi menaçants que les revolvers si on s'en sert à mauvais escient. Que feraient les vaillants et brillants policiers de la SQ s'ils voyaient leurs camarades syndicalistes menacer la santé publi-

quez-vous qu'il leur répugnera de désarmer leurs collègues si jamais ils sortent avec leurs bannes de baseball et leurs seringues?

## DRAGUE, DRAGONS, DRAGUEZ!

Et puisqu'il est question de gros bon sens, je m'étonne que le premier ministre Bouchard n'ait pas encore décrété une gigantesque opération de dragage du fleuve Saint-Laurent à la suite du naufrage du *Norwegian Sky*. Le moins que l'on puisse attendre d'un gouvernement responsable, soucieux de gagner le prochain référendum, ce serait d'ordonner que l'on racle le fleuve

jusqu'aux tréfonds, pour en retirer toute aspérité, entre Montréal et l'île d'Anticosti. C'est l'honneur du Québec, qui est en cause. C'est l'avenir du tourisme. C'est le destin du Québec.

Lucien Bouchard a décrété que la côte des Éboulements devait être refaite avant même d'attendre le rapport du coroner sur la cause du tragique accident il y a deux ans. La même logique devrait l'inciter à faire draguer le fleuve sur le champ, sans hésiter. Car un naufrage pareil, ça risque d'effrayer les Américains, les touristes, que dis-je, les investisseurs. Tous ces vieux riches qui voguent sur nos eaux tranquilles vont peut-être craindre d'y revenir. Ils vont nous faire une mauvaise publicité.

Oui, on refait la côte des Éboulements, mais on n'a pas d'argent pour vérifier l'état des véhicules qui roulent impunément sur les routes avec des freins en compote.

Au fait, c'était quoi encore le problème du camion qui a foncé dans un bouchon lors de l'accident de Saint-Michel de Bellechasse, alors que la route était plate... plate... plate?

Se pourrait-il que l'état des freins soit en cause?

## G1K, G1M, GOA

Question. Si jamais le Québec se sépare, est-ce qu'on garde notre code postal? Paraît que dans le G1M, ils ont aussi des problèmes à s'assurer. Paraît que le GOA, on l'a piqué aux gens de Lac-Saint-Charles pour le donner aux habitants de l'île d'Orléans. Paraît que... paraît que... paraît que!

Et pour ne pas avoir à répondre 20 fois par jour à la même question, non, je n'ai pas encore reçu de lettre d'amour postée de l'île d'Orléans.

## SAINT-ÉMILE

# Huit délits de nature sexuelle reprochés à un homme de 46 ans

CLAUDETTE SAMSON  
Le Soleil

QUÉBEC — Huit chefs d'accusation allant de l'agression sexuelle sur des mineurs à la possession de matériel de pornographie juvénile ont été déposés hier contre Mario Lévesque, de Saint-Émile.

L'homme de 46 ans, domicilié au 6804, rue de la Veuve-Cluot, est accusé d'avoir touché à des fins d'ordre sexuel, incité à le toucher à des fins d'ordre sexuel et d'agression sexuelle sur une adolescente de 15 ans et sur une fillette de huit ans.

Mario Lévesque est aussi accusé d'avoir sciemment transmis à la plus vieille des présumées victimes une menace de causer la mort ou des lésions corporelles à une tierce personne, à qui l'adolescente aurait indiqué son intention de se confier, selon Sarah Coup-Fabiano, porte-parole de la police de la Haute-Saint-Charles.

Les événements allégués se seraient produits entre juin 1998 et septembre 1999 pour la plus jeune, et depuis le mois de juin 1999 ainsi que le 27

septembre 1999 pour la plus âgée des jeunes filles. L'acte d'accusation fait état de gestes commis à Québec, Saint-Émile, Saint-Raymond et Montréal.

L'homme a été arrêté à son domicile par la police de la Haute-Saint-Charles, mardi soir.

Selon l'agente Coup-Fabiano, le matériel pornographique saisi consiste en un grand nombre de cassettes et des centaines de photos présentant toutes des jeunes filles dans des positions indécentes, et dont l'âge semble tourner autour de 15, 16 ou 17 ans.

Les policiers ont également saisi un ordinateur et demandé un mandat pour en perquisitionner le contenu.

La comparution de Mario Lévesque devant le juge André Cartier s'est déroulée à la vitesse de l'éclair. L'accusé, représenté par M<sup>e</sup> Nathalie Duchêne, subira son enquête sur remise en liberté le 5 octobre, à 14 h 30. Il a choisi de subir son procès devant juge et jury.

La procureure de la Couronne, M<sup>e</sup> Hélène Bouillon, a refusé de parler aux journalistes après la comparution.

## SAINT-GODEFROI

### Cycliste happé à mort

Un cycliste de 69 ans a perdu la vie après avoir été happé par une voiture, alors qu'il circulait en bordure de la route 132, mardi après-midi. L'accident qui a coûté la vie à Paul-Émile Chapados, de Saint-Godefroi, s'est produit dans cette municipalité sise en bordure de la baie des Chaleurs. Selon les policiers de la Sûreté du Québec, le conducteur de la voiture, qui roulait en direction est, se serait endormi au volant et aurait dévié de sa route. M. Chapados est décédé au centre hospitalier de Maria. C.S.

Sainte-Foy, en direction est. Une voiture voulant tourner sur la rue Louis-Frêchette lui a coupé la voie. L'automobiliste n'aurait pas vu la moto parce qu'elle venait à côté d'une rangée de voitures immobilisées. L'homme a subi des fractures à la colonne vertébrale, aux mains, au bassin et au fémur. Sa vie ne serait pas en danger. C.S.

### Motocycliste blessé gravement

Un motocycliste de 34 ans a subi de sérieuses blessures lorsqu'il a été frappé par une voiture, hier matin, sur le chemin

## La nouvelle BMW X5

Véhicule d'activités sport, sera dans notre salle de montre le 14 octobre prochain, en soirée seulement



1885, boul. Central Québec  
687-4840  
Courriel: jalbert@mediom.qc.ca

## concours Légaré

La question qui donne rien



LE SOLEIL

Pierre Légaré invite ses fans à lui poser une question sans réponse. Courez la chance de gagner une paire de billets pour la représentation du 7 octobre, une copie autographiée de son livre «3 premiers coups» ainsi qu'une rencontre avec l'artiste.

### • Concours Pierre Légaré • CHIK • LE SOLEIL

Quelle est votre question sans réponse?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_?

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Tél. rés. \_\_\_\_\_ bur. \_\_\_\_\_

Règlements du concours disponibles au quotidien Le Soleil et à CHIK.

Les noms des gagnants seront dévoilés le 7 octobre entre 16 h et 18 h sur les ondes de CHIK dans l'émission «Le retour juste pour le fun» avec Mario Grenier.

POSTEZ VOTRE COUPON À:  
•Concours Pierre Légaré CHIK-LE SOLEIL•  
C.P. 15180, Québec (Québec) G1K-7X2  
ou déposez-le au quotidien Le Soleil,  
925, chemin Saint-Louis, Québec.

## PRIME BEAUTÉ DE 8 PRODUITS

Recevez une prime de 8 articles avec tout achat de 30 \$ ou plus de produits Elizabeth Arden

- Ceramide Extrême Complexe Jeunesse, 7 capsules • Ceramide Contour des Yeux Complexe Jeunesse, 7 capsules • Ceramide Lift Affermisseur Intense en Lotion, 7 ml
- Crème Nettoyante, 50 ml • 2 Rouges à lèvres Exceptionnel • Crayon pour les yeux
- Eau de toilette 5th avenue, 1 ml.

Une prime par personne. Offre valide jusqu'au 10 octobre 1999, ou jusqu'à épuisement des stocks.

Offert à Brossard et à Ste-Foy.

Elizabeth Arden



### Découvrez EyeWish GRATUITEMENT

Avec tout achat de 65 \$ ou plus de produits Elizabeth Arden, obtenez gratuitement un flacon de crème EyeWish, 15 ml, une valeur de 49,50 \$.

Offre valide jusqu'au 10 octobre 1999, ou jusqu'à épuisement des stocks.

AUTOMNE 1999

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537

CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537

PLACE STE-FOY (418) 652-4537

www.lesailles.com



Je me fais plaisir

## Magot et pot sur les lieux de l'accident

Un conducteur malchanceux, Jonathan Proulx, 21 ans, originaire de Sept-Îles, a comparu, hier, au palais de justice de La Malbaie, pour faire face à une accusation de possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic. Dans la nuit de lundi à mardi, l'automobile de M. Proulx a percé un bloc en ciment aux abords des travaux effectués dans le secteur de la rivière aux Canards à Baie-Sainte-Catherine. Lui et ses quatre passagers ont été conduits à l'hôpital Saint-Joseph de La Malbaie pour y soigner des blessures mineures. Le matin, des travailleurs de Nelson Excavation ont trouvé près du lieu de l'accident un sac de voyage contenant 11 000\$ en argent liquide et 2269 grammes de marijuana évalués à 34 000\$. L'enquêteur de la Sûreté du Québec de Charlevoix-Est a rapidement fait le lien entre l'accident survenu dans la nuit et la présence du sac trouvé le matin même. Après interrogatoire auprès de quatre des cinq occupants du véhicule, une seule accusation a été portée. J.-F.N.

## Visite d'Europe

Une douzaine de maires et conseillers de villes européennes, asiatiques et nord-américaines participent actuellement à une conférence à Québec, parrainée par la Fondation Bertelsmann, pour mettre en commun leurs expériences réciproques dans leurs actions destinées à la jeunesse, aux personnes âgées et au développement de l'emploi. Il s'agit d'une façon d'éviter de gaspiller énergie et ressource dans la recherche de solutions expérimentées ailleurs. Ils ont été reçus à l'hôtel de Ville de Québec, lundi. R.F.

## Une pelle mécanique perce une conduite de gaz



COLLABORATION SPÉCIALE VINCENT FRADET

Des travaux de réfection de la chaussée ont été à l'origine d'une importante fuite de gaz naturel hier midi à Vanier. Au volant d'une pelle mécanique, des travailleurs ont perforé une conduite de gaz à l'angle des rues Godin et

Lavoie. Une cinquantaine d'employés des commerces aux alentours, répartis dans six bâtisses, n'ont pas eu d'autre choix que de passer l'heure du lunch à l'extérieur. La brèche a rapidement été colmatée par Gaz Métropolitain. I.M.

## La STCUQ aura moins que 1,9 M\$ des mécanos

La réclamation de la STCUQ à l'endroit du Syndicat des employés d'entretien est en train de fondre. Elle ne sera pas de 1,9 million\$. Actuellement en arbitrage après avoir reçu un refus de la Cour supérieure d'étudier la question, les avocats qui conseillent la STCUQ lui ont suggéré de diminuer sa réclamation «à ce qu'il serait possible de démontrer», les dommages subis étant visiblement moins importants que ne le réclamait d'abord le procureur au dossier. R.F.

## Enfin une bonne nouvelle

Les handicapés privés de transports et incapables de se rendre à leurs ateliers d'intégration parce qu'ils figurent sur une liste d'attente devraient avoir une bonne nouvelle sous peu. «Je pense avoir une bonne nouvelle à annoncer d'ici quelques jours pour donner le service à ceux qui sont sur la liste d'attente», dit Claude Cantin. Il en aurait pourtant reçu l'assurance. Le gouvernement du Québec et les municipalités auraient été mis à contribution pour régler le manque à gagner de 100 000\$. R.F.

## FORUM

# Pour en finir avec le problème des urgences

LOUISE LEMIEUX  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Pour une fois, se réjouit le Dr Alain Vadeboncœur, urgentologue et membre du groupe de travail sur l'analyse des salles d'urgence, le ministère de la Santé tentera de régler le fond du problème des urgences, en dehors des période de pointe.

Lundi et mardi, à Montréal, la ministre Pauline Marois organise un forum pour trouver des solutions aux débordements annuels des urgences.

Les solutions envisagées sont basées sur l'analyse faite par le groupe de travail qui a rendu public son rapport il y a deux semaines.

À ce forum, seront invités tous les professionnels impliqués dans une urgence: médecins, infirmières, administrateurs, associations et ordres professionnels. En tout, une trentaine de personnes seront réunies autour d'une même table pour en arriver à un consensus.

«Les gens fondent beaucoup d'espoir sur ce forum», dit le Dr Vadeboncœur. Il admet du même coup la difficulté de faire changer les mentalités. Ainsi, les médecins, qui depuis de nombreuses années admettent leur patient par l'urgence afin de pouvoir les opérer, devront se rallier à une organisation différente du travail.

Dans de nombreux hôpitaux, constate le Dr Vadeboncœur, la salle d'urgence ne fait pas partie de l'hôpital, elle est un mal nécessaire, et les médecins spécialistes s'y rendent à contre-cœur pour procéder à des examens, augmentant l'attente des patients dans les corridors. Pourtant, les chiffres démontrent que 45% des hospitalisations passent maintenant par l'urgence.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le pourcentage de réadmissions une semaine après le congé de l'hôpital, ne représente que 1% des admissions.

Généralement, les patients ne vont pas inutilement à l'urgence. La clientèle en croissance est, on s'y attend, les personnes âgées. «Toutefois, lit-on dans le rapport, l'augmentation des personnes très âgées (85 ans) est plus rapide que dans la population en général».

En même temps que la clientèle des salles d'urgence vieillit et s'alourdit, les procédures diagnostiques et d'investigation disponibles à l'urgence se sont développées, remarquent les auteurs du rapport.

### PRÊTS À AVANCER

En dépit des intérêts corporatistes qui s'affrontent dans une salle d'urgence et dans un hôpital, le Dr Vadeboncœur est convaincu que les gens sont prêts à envisager des solutions pour régler le problème en profondeur.

«Nous avons beaucoup discuté. L'unanimité sur la vision de l'urgence est surprenante. Les gens que nous avons rencontrés (- dans le cadre de l'étude effectuée par le groupe de travail) sont prêts à mettre l'épaule à la roue», assure le Dr Vadeboncœur.

### Trois salles d'urgence fonctionnent bien: celles de Lévis, de Lanaudière et de l'hôpital juif de Montréal

Trois salles d'urgence fonctionnent bien au Québec ont constaté le Dr Vadeboncœur et son groupe: celles de l'Hôtel-Dieu de Lévis, de l'hôpital de Lanaudière à Joliette et de l'hôpital juif de Montréal «où 200 mesures ont été appliquées à l'interne». Ce dernier hôpital qui a fait de son urgence un «success story», avait l'urgence la plus encombrée, il y a 10 ans.

**LIQUIDATION**  
**FIN DE BAIL**

**TOUT DOIT ÊTRE VENDU**

Boutique  
L'expression parfaite de l'élégance  
**JOSEÉE LAURENT**

Profitez de rabais jusqu'à **80%** sur nos fins de collections haut de gamme

Place de la Cité seulement.

654-1771

## Éconosports, le nom à retenir!

(publireportage)



Au mois d'août dernier, la bannière Éconosports ouvrait son troisième magasin dans la province de Québec, au 1100, rue Bouvier, dans l'ancien local de Total Sports. D'une fermeture est née une idée gagnante pour les consommateurs. En effet, avec une superficie de 10 300 pieds carrés, Éconosports leur offre de la marchandise neuve, des balances d'inventaires, des surplus de manufacturiers, des fins de lignes, des achats spéciaux en blocs, des stocks de faillite, etc. Cela signifie que les clients qui reviennent chaque semaine profitent d'un choix de produits sans cesse renouvelé et cela dans les plus grandes marques.

Quels sont ces produits? Éconosports est un nouveau concept de magasin d'escompte de chaussures et vêtements sport neufs, d'équipements neufs et d'occasion. Le choix est multidisciplinaire: hockey, golf, ski, plein air, baseball, patins à glace et à roues alignées, appareils d'entraînement, etc. Vingt employés veillent à ce que la clientèle soit satisfaite de sa visite chez Éconosports.

Achat, vente, échange, location et atelier de service... Chez Éconosports, le client a le choix et il profite toujours d'un minimum de 20% de réduction sur les plus grandes marques. De plus, toute la marchandise en magasin est à rabais, ceux-ci s'échelonnent de 20 à 80% en tout temps.

Éconosports offre une alternative plus qu'intéressante aux consommateurs de la région de Québec. Nous invitons donc la population à venir constater elle-même la possibilité d'acheter à prix d'escompte ces produits que vous pourriez retrouver ailleurs à fort prix.

Des soldes... des soldes... des soldes à ne pas y croire de 30% à 70% de rabais pour un temps limité pour une quantité limitée

**FRANCE B. PRONUPTIA**

Galeries de la Capitale  
(418) 627-5727  
(ouvert le dimanche)

Payez et emportez Robes de mariée et tous les accessoires, robes d'invitées, robes de bal

## Notre option à tarif fixe : la nouvelle se répand vite !

Libérez votre téléphone maison avec nos appels locaux illimités soir et fin de semaine.

Tout le monde semble se passer le mot pour profiter du nouveau forfait abordable de Clearnet. L'option à tarif fixe comprend les appels locaux illimités soir et fin de semaine, en plus des 100 minutes le jour, le tout pour un prix si bas qu'on se demande : «Pourquoi avoir un téléphone à la maison ?» Pour en savoir plus sur nos différents forfaits offerts à partir de seulement 20\$ par mois, passez nous voir au [www.clearnet.com](http://www.clearnet.com) ou composez le 1888 CLEARNET. Le futur est simple.

149.99\$

Forfaits	Tarif mensuel	Ce que vous obtenez
PARLEZ BEAUCOUP	20\$	100 minutes, messagerie vocale, afficheur, appel en attente, facturation à la seconde, appels locaux gratuits le jour de votre fête, pas de frais de mise en service ni de contrat.
PARLEZ BEAUCOUP PLUS	30\$	Tout ce qu'il y a ci-dessus plus les appels illimités la fin de semaine.
MONTANT COMPRENANT L'OPTION À TARIF FIXE	45\$	Tout ce qu'il y a ci-dessus plus les appels illimités le soir et la fin de semaine.

Des forfaits offerts sont également offerts.

Frais d'entretien en sus.

**clearNET scp**

© 1999 Clearnet PCS Inc. \* Marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Communications Inc.

Le SCP Clearnet est offert au kiosque de Clearnet des Galeries de la Capitale situées au 5401, boul. des Galeries à Québec et chez les marchands participants suivants :

Telesolutions  
8255, Henri-Bourassa,  
Charlesbourg (Québec)  
Tel. : (418) 627-1793

Groupe Communication 2000  
723, Rue Godin,  
Vanier (Québec)  
Tel. : (418) 682-1191

Scantech  
450, rue Papin  
Ste-Foy (Québec)  
Tel. : (418) 653-1772

Centre de communications d'affaires Clearnet  
2700, Jean-Perrin, bureau 114  
Québec (Québec)  
Tel. : (418) 847-1647

Navichub  
5054, St-Georges,  
Lévis (Québec)  
Tel. : (418) 835-9279

Expert-Cell Télécom  
778, rue Commerciale  
St-Jean-Christophe (Québec)  
Tel. : (418) 839-2200

Communications CellWeb  
1995, Jean-Talon Sud  
Ste-Foy (Québec)  
Tel. : (418) 688-6533

Communication BV  
670, Rue Bouvier,  
Québec (Québec)  
Tel. : (418) 622-2848

# Zellers

Nos soldes débutent maintenant le

# samedi

Recherchez ces offres sans pareil  
dans la circulaire de cette semaine

Du samedi 2 au vendredi 8 octobre 1999

Rabais 50%

**6<sup>97</sup>**

Serviette de bain  
de 30 x 52 po  
Ord. 13.99

Serviettes  
« Blockbuster »

Débarbouillette. Ord. 6.99.....3.47  
Essuie-mains. Ord. 8.99.....4.47

**5<sup>97</sup>**

paquet  
Paquet de 50 tablettes  
de chocolat

À offrir à l'halloween.

**6<sup>47</sup>**

ch.  
Tapis de passage  
de 24 x 72 po

Ord. 9.94

Rabais 40%

**69<sup>97</sup>**

Ord.  
124.99

Batterie Concentric Air

PRIME : poêle Concentric de 8 po.  
Ordinairement à 25.99. Valeur totale  
de la batterie et de la poêle : 150\$

Bon achat!

**19<sup>97</sup>**

ch.

TOUS les soutiens-gorge  
WonderBra® et Playtex®

Modèles variés sous boîte. Gamme de tailles.

Rabais

**25%\***

TOUTES les chaussures  
habillées et tout-aller

\*Sauf les chaussures truly®.

**29<sup>97</sup>**

pre  
Chaussures de sport  
Brooks® pour la famille

Rabais 25%-50%! Pointures et  
modèles variés. Ord. 39.99-59.99

**3<sup>97</sup>**

paquet  
16 rouleaux de papier  
hygiénique Royale

Limite de 2 paquets par client.

Les grandes marques à bons prix!

# Zellers

## Le « Norwegian Sky » en cale sèche ce matin

PIERRE PELCHAT  
Le Soleil

LÉVIS — C'est aujourd'hui, vers 11 h, que l'on entrera dans la cale sèche des Industries Davie le paquebot *Norwegian Sky* qui s'est échoué la semaine dernière. Un accord a été conclu entre le chantier naval et le propriétaire du navire de croisière, la Norwegian Cruise Line.

Le *Norwegian Sky* quittera le quai de l'Anse-aux-Foulons vers 7 h 30 et sera dirigé par des remorqueurs vers l'entrée de la cale sèche, face à Sainte-Pétronille, île d'Orléans.

La manœuvre demandera de la précision puisque la largeur de la porte de la cale sèche est de 120 pieds alors que celle du paquebot est de 105 pieds et 8 pouces. Il est toutefois possible que

l'opération soit reportée en raison des forts vents que l'on annonce pour aujourd'hui.

Quant aux réparations, on n'a pas voulu s'avancer sur l'ampleur des travaux pour le moment et des besoins de main-d'œuvre. Les Industries Davie préfèrent attendre d'évaluer l'étendue des dégâts survenus sous la ligne de flottaison une fois que le *Norwegian Sky* sera en cale sèche, avant de se prononcer. On a évoqué des bris au gouvernail, à une des hélices et à la coque extérieure du navire. Peut-être découvrira-t-on la cause ou une des causes possibles à l'échouement.

Depuis le début de la semaine, des ouvriers de la Davie se sont affairés à préparer le lit de blocs de bois et d'acier qui supportera le *Norwegian Sky* en cale sèche.

## Devenez riche rapidement ! Méfiez-vous de certaines offres, prévient l'OPC

GUY BENJAMIN  
Le Soleil

QUÉBEC — L'Office de la protection du consommateur met en garde la population contre les petites annonces qui promettent de l'argent facilement gagné grâce à du travail à domicile. Les journaux sont aussi visés par cette campagne d'information.

Malgré tous les efforts et tout le travail d'information, l'Office de la protection du consommateur constate que ce type d'entreprises est encore bien présent. Ces employeurs fonctionnent principalement de trois façons, précise Jean-Jacques Préaux, porte-parole de l'OPC.

Il y a d'abord les entreprises qui promettent un excellent salaire tout en travaillant à la maison en assemblant toutes sortes d'objets divers, mais le plus souvent des bijoux. Un exemple, le consommateur achète tout ce qu'il faut pour assembler des colliers et les retourner par la suite à l'entreprise. Compte tenu du temps qu'il faut pour bien faire le travail, l'assemblage ne rapportera tout au plus 2 \$ l'heure, dit M. Préaux.

Il faut aussi se méfier de ceux qui prétendent vendre une

méthode pour faire de l'argent rapidement. Le genre d'annonce dans laquelle on demande de faire parvenir 20 \$. La réponse risque d'être simple, faites comme moi, publiez une annonce et demandez aux gens de vous envoyer des 20 \$.

Enfin, il faut se méfier des annonces par lesquelles des individus vendent des listes d'entreprises qui offrent du travail à domicile. Toutes ces entreprises sont éphémères et ont un point en commun, un casier postal comme adresse. Ce qui est illégal, mentionne le porte-parole de l'OPC. Avec seulement un casier postal comme place d'affaires, une entreprise naît, récolte de l'argent pendant quelques semaines, puis disparaît. Quelques jours plus tard, le même individu se retrouve avec un autre casier postal et recommence ainsi le manège sans cesse, explique M. Préaux.

Pour l'aider à contrer ce phénomène, l'OPC informe les journaux afin qu'ils ne se rendent pas complices de gestes illégaux. Un journal qui ne prend pas les précautions pour sortir ce genre d'annonces de ses colonnes pourrait être accusé de complicité, mentionne l'OPC. Pour un individu, l'amende pour une pratique commerciale interdite varie entre 600 \$ et 15 000 \$, tandis que pour une entreprise, elle va de 2000 \$ à 100 000 \$.

# FERMETURE DÉFINITIVE

## Économisez au moins

# 40% et jusqu'à 60% de rabais\*

SUR LE PLUS BAS PRIX ÉTIQUETÉ

### ÉCONOMISEZ SUR CHAQUE ARTICLE DANS CHACUN DES RAYONS

**40% de rabais** **TOUT** PRODUITS DE BEAUTÉ ET PARFUM  
VÊTEMENTS POUR ENFANTS  
MANTEAUX D'HIVER  
DÉCORATIONS DE NOËL  
CHOIX VARIÉ DANS CHACUN DES MAGASINS

**50% de rabais** **TOUT** VÊTEMENTS DE NUIT ET LINGERIE  
CHAUSSURES ET CHAUSSURES DE SPORT POUR HOMME ET ENFANT  
VÊTEMENTS POUR DAME - CARRIÈRE, VÊTEMENTS SPORT ET DE DÉTENTE

**60% de rabais** **TOUT** CHAUSSURES POUR DAMES - SPORT, HABILLÉES, DE DÉTENTE ET POUR TOUTS LES JOURS  
USTENSILES DE CUISINE, FINE PORCELAINE ET VERRERIE  
TOUS LES BIJOUX MODE, TENDANCE ET CLASSIQUES

NOUS CONTINUONS À ACCEPTER LA CARTE DE CRÉDIT EATON



# EATON

LES MAGASINS DE BRENTWOOD, GUILDFORD, ST-VITAL, SHERWAY GARDENS, LONDON WESTMOUNT MALL ET LES GALERIES DE LA CAPITALE DEMEURERONT OUVERTS AVEC LES MÊMES GRANDS RABAIS.

Les dollars de remises mensuelles, certificat Visa, coupons de cartes Eaton et autres coupons ne sont plus acceptés.

\* Alimentation, concessions, restaurant et services sont exclus.

## TOUS LES MAGASINS

TOUTE VENTE FINALE, AUCUN REMBOURSEMENT NI ÉCHANGE

### EN BREF

BOISÉ POINTE STE-FOY  
L'Association d'accord avec la position de Bégin

L'Association de conservation du boisé Pointe-Sainte-Foy est contente que le ministre de l'Environnement refuse tout développement résidentiel dans le boisé Marly comme le souhaitait la mairesse Andrée Boucher en modifiant le zonage de ce secteur. « C'est la bonne décision, nous lui en sommes très reconnaissants », écrit son vice-président, Réjean Bernier, dans un bref communiqué. L'Association a déjà mis en valeur une partie du boisé Marly au moyen de sentiers et de panneaux d'interprétation. Elle projette maintenant l'aménagement d'un jardin d'oiseaux avec l'aide de la Fondation de la faune. Le boisé Marly abrite des espèces végétales uniques, dont une érablière en friche tout à fait naturelle que l'Association souhaite valoriser. « Souhaitons que la Ville de Sainte-

Foy saura décoder le message et tirer profit des principes élaborés dans la lettre du ministre de l'Environnement pour le boisé des Compagnons dont l'avenir est présentement en danger et où l'on trouve sensiblement les mêmes richesses biologiques », écrit M. Bernier. R.F.

LÉVIS

L'Hôtel-Dieu: hôpital universitaire

La ministre de la Santé et des Services sociaux, Pauline Marois, vient de reconduire le statut universitaire de l'Hôtel-Dieu de Lévis et son affiliation avec l'Université Laval. L'hôpital se joint ainsi au CHUQ (CHUL, Hôtel-Dieu de Québec et Saint-François-d'Assise), à l'hôpital Laval et à l'Enfant-Jésus comme centre hospitalier universitaire. Lan dernier, 304 étudiants, principalement en médecine, ont suivi des stages à l'Hôtel-Dieu de Lévis qui détient le statut universitaire depuis 1969. P.P.

LA BERLINE DE L'ANNÉE  
PASSAT 1999

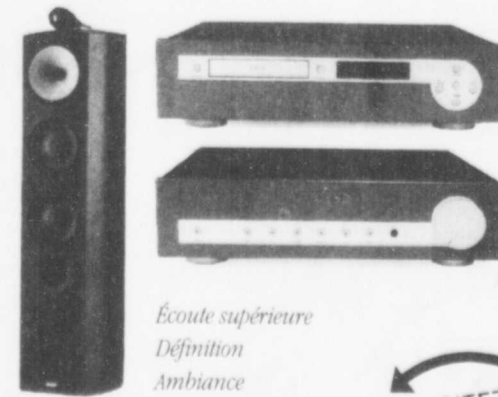


Vaste inventaire de  
Jetta, Golf, Beetle  
et Cabriolet



777, Charest Ouest, Québec, 687-4451

Le meilleur de la  
musique  
avec un monde de  
perfection



Écoute supérieure  
Définition  
Ambiance  
Réalisme sonore  
Émotion musicale  
Service inclus

VISITEZ  
NOTRE SITE  
INTERNET  
www.rotac.com

Chaînes audio  
et cinéma maison

VENTE - ÉCHANGE - SERVICE

**rotac**  
électronique inc.

Depuis  
1972

2873 Chemin Sainte-Foy  
Sainte-Foy, Québec  
G1V 1W3 Canada  
Courriel : rotac@rotac.com  
www.rotac.com

(418) 653-7768  
Fax : (418) 653-3986

ACTINOTE  
ANTHEM  
ARCAM  
ATELIER AUDIO  
AUDIOMAT  
BEYER  
BLACK DIAMOND RACING  
B&W Loudspeakers  
CARDAS  
GRADO  
KIMBER KABLE  
LDVAN  
NAKAMICHI  
MICHELL  
PARADIGM  
PASSION AUDIO KIT  
PROAC  
ROTEL HI FI  
SENNHEISER  
SIMAUDIO  
SONIC FRONTIERS  
STAX  
STRAIGHT WIRE  
TOTEM  
VAN DEN HUL

## ENQUÊTE SUR LE CRASH DE POINTE-LEBEL

# L'absence de plan d'urgence confirmée par 2 autres témoins

STEEVE PARADIS  
Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Le capitaine des pompiers de Pointe-Lebel et l'officier responsable des opérations à la Sûreté du Québec ont sensiblement repris, hier, les propos tenus la veille par le directeur de l'aéroport de Pointe-Lebel : les étapes décrites par le plan des mesures d'urgence ont été suivies comme il se doit. Cette septième journée d'enquête publique sur l'écrasement d'un appareil d'Air Satellite, le 7 décembre 1998, a encore été consacrée à la chronologie des événements.

Robert Chartrand, capitaine des pompiers volontaires de Pointe-Lebel, a été l'un des premiers à arriver près des lieux du crash, à quelques centaines de mètres de la rive. M. Chartrand a affirmé avoir vu trois, peut-être quatre personnes réfugiées sur la carlingue, qui était alors presque totalement immergée. Mais même avec des jumelles, il était difficile de bien distinguer la scène, dit-il. M. Chartrand a de nouveau confirmé les mauvaises conditions climatiques cette journée-là. Un patrouilleur de la SQ et un autre pompier volontaire de Pointe-Lebel avaient d'ailleurs sillonné la rue Garnier un peu plus tôt, afin de trouver des traces de l'avion, mais sans succès. Ce pompier, Luc Duchesneau, devait aider, quelques minutes plus tard, à hisser les trois rescapés à bord d'un hélicoptère.

M. Chartrand a également signalé que l'inspecteur municipal de Pointe-Lebel s'est présenté sur les lieux du crash avec un bateau en aluminium de 12 pieds, mais sans moteur ni rames. L'embarcation n'a donc été d'aucune utilité.

Le responsable du bureau de la surveillance du territoire du district Côte-Nord de la Sûreté du Québec, l'inspecteur Pierre Pinel, a lui aussi rappelé au coroner Anne-Marie David les gestes posés par la SQ pendant les événements. Après avoir expliqué la chaîne de commandement dans de telles circonstances, l'inspecteur Pinel a eu à préciser les indications qui se retrouvent dans les différents registres des activités du corps policier pour cette journée du 7 décembre.

Les témoignages de ces deux hommes font ressortir avec plus de force le fait qu'à peu près aucune autorité dans la région de Baie-Comeau n'a de plan de mesures d'urgence pour intervenir sur les lieux d'un accident qui se produit en mer. La Côte-Nord est pourtant truffée de plans d'eau et la mer y est omniprésente. Robert Chartrand a notamment confirmé que les pompiers de Pointe-Lebel n'ont jamais eu d'exercice simulé d'un appareil tombé à l'eau. « C'est plus du domaine de la Garde côtière », a-t-il dit.

Un représentant de la Garde Côtière témoignera d'ailleurs aujourd'hui, pour cette huitième journée d'enquête. Un officier de la Défense nationale sera également appelé à la barre.



L'appareil naufragé, entouré de plongeurs, au lendemain du drame.

ARCHIVES LE SOLEIL

**Confort  
élégance et  
qualité dans  
la même  
chaussure**

Pouliot vous offre des chaussures exclusives auxquelles vous pouvez faire confiance.

- Élégantes
- Choix de modèles (de marche ou habillés)
- Chaussures souples avec semelles de confort
- Peuvent contenir une orthèse plantaire
- Légères et de qualité supérieure

À l'intérieur des chaussures Pouliot, les orthes et les articulations ont plus de liberté de mouvement et sont plus confortables.

**Découvrez la nouvelle façon de vous chauffer**



**POULIOT**

Là où chaussures et santé vont de pair  
2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy Tél.: (418) 652-0100

1442010

**M A U D E**  
e c c e t e r a



*Je suis belle  
Je suis intelligente  
Je suis intéressante  
Je suis une taille 14 - 16 - 18 - 20.*

*Je m'habille à la nouvelle boutique de collections internationales en tailles supérieures.*

Lise Laforge, directrice

1442017

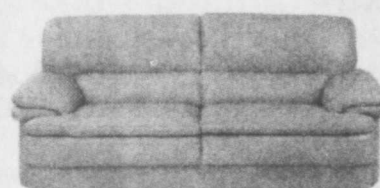
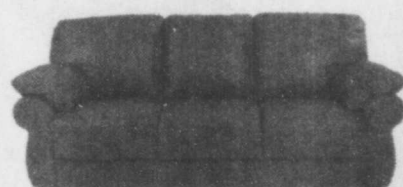
PLACE DE LA CITÉ

6 5 8 - 2 8 7 4

# CUIRS IRRÉSISTIBLES

Découvrez le plus vaste choix de canapés et fauteuils et profitez d'un rabais exceptionnel de

**20%**



\* Bénéficiez d'un rabais de 20 % sur le prix de détail à l'exception des modèles inclinables.

**Nous vous offrons le meilleur rapport qualité-prix. Nous le garantissons.**

CLASSIQUE  
1215, boul. Charest O.  
Québec, 681-0171

CONTEMPORAIN  
18, rue Courcellette  
Québec, 681-0171

**LA GALERIE  
DU MEUBLE**

DÉCORATION INTÉRIEURE

Site Internet : [www.lagaleriesdumeuble.com](http://www.lagaleriesdumeuble.com)  
1 800 463-2277

ROCHE BOBOIS  
9, rue Courcellette  
Québec, 681-4101

RIVE-SUD  
170, rte Kennedy  
Lévis, 838-9982



\*\* Octobre 2000.  
Conditionnel à l'approbation  
du crédit. Acompte 30 %.  
Conditions en magasin.

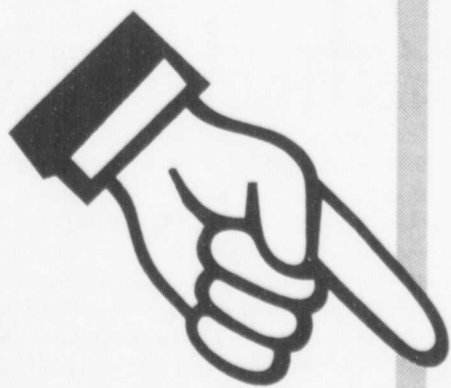
Heures d'ouverture : Lundi au mercredi 9 h à 17 h 30. Jeudi et vendredi 9 h à 21 h.  
Samedi 9 h à 17 h. Dimanche 12 h à 17 h.

Certains articles présentés sont en quantité limitée et peuvent différer d'un magasin à l'autre.

1442014

## ROUYN-NORANDA 199 \$

{ Ici, nous attirons votre attention sur les petits caractères. }



Les billets à prix réduit du forfait « Par ici la sortie » sont offerts sur les vols à l'intérieur du Québec. Il vous suffit de réserver deux jours ou moins avant votre départ, le nombre de sièges étant limité. Si votre horaire est souple, nos prix le sont aussi, avec des réductions pouvant aller jusqu'à 50 %. Même pas besoin de rester un samedi soir! Le prix annoncé est celui de l'aller simple. Sous réserve de certaines conditions. Réservez dès aujourd'hui en composant sans frais le 1-800-361-8620, ou en visitant notre site Internet : [www.airnova.ca](http://www.airnova.ca). Vous pouvez aussi vous renseigner auprès de votre agence de voyages. Il ne faut pas avoir un petit caractère pour lire des petits caractères, pas vrai?

airNova  airAlliance

1442014

# LE QUÉBEC LE CANADA

## DÉBRAYAGES D'ÉLÈVES

### Le Conseil permanent de la jeunesse approuve Les jeunes ne font «qu'exercer leur citoyenneté»

MICHEL CORBEIL

Le Soleil

QUÉBEC — Les élèves qui désertent les salles de cours pour manifester dans les rues ne font «qu'exercer leur citoyenneté (...) et prendre la parole» pour exprimer à bon droit leur mécontentement.

La présidente du Conseil permanent de la jeunesse, Clairandree Cauchy, a cautionné, hier, en conférence de presse, les débrayages spontanés, déclenchés ces derniers jours dans plusieurs polyvalentes de la province.

M<sup>me</sup> Cauchy s'est bien gardée de donner sa bénédiction aux gestes de violence qui ont pu se produire lorsque

des élèves ont quitté leur école pour protester contre le boycott des activités parascolaires par les professeurs, un moyen de pression de ces derniers envers l'État-employeur. «Je ne me prononcerais pas sur les ponts bloqués et les vitres cassées, a-t-elle dit.

«Mais un premier exercice de citoyenneté peut connaître des ratés», a-t-elle ajouté, en donnant un exemple cher au cœur des «babyboomers». «Si on se reporte en mai 1968, je pense que la génération qui est actuellement au pouvoir n'a pas nécessairement de leçons à donner.»

«Je pense que les jeunes prennent leur place, a-t-elle enchaîné. Des fois, ça sort un peu bizarrement parce que

c'est un mouvement spontané. Mais il y a quelque chose à faire.

«Je souhaite que l'ensemble des jeunes puissent se constituer en conseils étudiants, prennent la parole et s'organisent. Il y a un message global, a-t-elle interprété des manifestations estudiantines: l'éducation est sous-financée.

«Les jeunes sentent que l'école est de moins en moins intéressante. Que les jeunes prennent leur place est très positif. Cela dit, il faudrait que ce soit canalisé.»

En entrevue, M<sup>me</sup> Cauchy a refusé de blâmer les enseignants qui ont provo-

qué les débrayages par leur moyen de pression. Elle a laissé entendre qu'il est dommage que les jeunes se trouvent pris en otages, mais elle a surtout fait porter la responsabilité des démonstrations sur le dos du gouvernement.

«Le gouvernement a coupé tout le personnel autour des profs, ce qui fait que leur charge de travail s'alourdit. On sent qu'il y a moins de place pour les activités parascolaires et pour les enfants en difficulté.»

M<sup>me</sup> Cauchy a rencontré la presse pour dévoiler un avis du CPJ à propos du Sommet de la jeunesse, qui sera te-

nu, en février. Il prône justement un «accès des jeunes à une citoyenneté pleine et active». Un chapitre porte sur l'éducation.

En rendant l'avis public, M<sup>me</sup> Cauchy a laissé entendre que «l'école ne doit pas être juste une «boîte à cours». Elle doit être un milieu de vie stimulant.

«Or, on a presque plus d'animateurs à la vie étudiante. Ce sont des professeurs qui le font, quand ils ont le temps, quand ils ne sont pas en moyens de pression. Avoir des animateurs à la vie étudiante dans chacune des écoles fait que les jeunes auraient peut-être plus le goût d'aller à l'école. C'est souvent ce qui entoure l'école qui va intéresser les jeunes à y aller.»

**« Je ne me prononcerais pas sur les ponts bloqués »**

## Avec les « premières dames »



**Le premier ministre Chrétien cause avec sa femme Aline après le discours de cette dernière, lors de l'inauguration de la Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, à Ottawa hier. M<sup>me</sup> Chrétien a affirmé que les épouses des chefs d'État peuvent mettre de l'avant des changements garantissant une meilleure qualité de vie pour tout le monde.**

## MANIF DE LA SQ

### Accusations probables

Les policiers n'avaient pas de permis

DRUMMONDVILLE (PC) — Des accusations de voies de fait, menace et entrave au travail des policiers pourraient être portées contre une vingtaine d'agents de la SQ qui ont chahuté des députés et ministres lors du conseil national du Parti québécois, samedi, à Drummondville.

Le Service de la sécurité publique de Drummondville, qui a dû contenir la colère des agents de la SQ venus manifester en uniforme, a institué une enquête. Ultérieurement, les dossiers seront soumis au procureur de la Couronne de Drummondville.

«Il n'y aura pas de conclusion à cette affaire avant plusieurs semaines, a indiqué le capitaine Gaston Bellemare. Ce sera long parce que nous avons beaucoup de personnes à rencontrer comme les gardes du corps et les chauffeurs (des ministres) qui sont à Québec ou sur la route.»

Tout au long de la manifestation, les policiers de la SQ ont donné du fil à retordre aux policiers du Service de la sécurité publique de Drummondville.

«Une haie d'honneur était prévue par les groupes de manifestants, a indiqué le capitaine Bellemare, et ce sont les voitures des ministres qui devaient y passer. Des policiers de la SQ se sont postés à l'entrée du stationnement de l'hôtel pour bloquer l'accès et obliger les membres du gouvernement à se rendre à pied. Pendant ce temps, d'autres agents de la SQ s'affairaient à rendre cette haie d'honneur de plus en plus étroite. Des ministres dont Paul Bégin, des députés et des membres du parti se sont ainsi fait bousculer en traversant ce passage formé de manifestants.»

Selon le capitaine Bellemare, le leader syndical des policiers de la SQ, Antonio Cannavino, a refusé de collaborer pour calmer les esprits.

«Nous sommes allés le voir à plusieurs reprises pour lui demander d'intervenir mais il nous a complètement ignorés. En fait, il riait de nous et de notre système de sécurité.»

AUTRE TEXTE

■ Nouvelles directives Page A 15

## SANTÉ

### Nouveaux modes de financement recherchés

JEAN-MARC SALVET

Le Soleil

QUÉBEC — Le gouvernement québécois est à la recherche de nouveaux modes de financement pour le système de soins de santé. Pauline Marois ne privilégie pas l'introduction d'une tarification à l'acte, mais souhaite ouvrir un débat sur toutes les autres formules qui pourraient lui être suggérées.

«Il faudra explorer de nouvelles sources de financement», a déclaré le ministre de la Santé et des Services sociaux, Pauline Marois, à la surprise générale, hier. Elle est volontairement restée vague, se contentant d'évoquer «d'autres formes de régime d'assurance».

Pour l'instant, elle a préféré insister sur le constat qui l'amène à cette conclusion. «On fait face à un écart croissant entre les besoins de la population et la capacité qu'a le gouvernement d'y répondre. Notre économie progresse de 2 ou 2,5% bon an mal an tandis que les besoins augmentent au rythme de 4% annuellement. Il nous faut donc réfléchir à la façon de soutenir autrement nos services.»

La ministre de la Santé est allée sur ce terrain en commentant le rapport Arpin dévoilé la semaine dernière. Elle a cependant tenu à séparer les deux éléments, ne croyant pas que les propositions du document suffiraient à combler l'écart entre les besoins du système et la capacité de payer de l'État.

Elle est demeurée prudente en abordant le contenu du rapport Arpin comme tel. Concrètement, elle se donne un an pour rejeter ou intégrer aux politiques de son ministère les pistes de solution avancées par Roland Arpin, que ce soit les cliniques privées affiliées ou le recours plus généralisé aux services privés d'accueil et d'hébergement pour les personnes âgées.

«Dans l'année qui vient, au fur et à mesure des décisions que nous prendrons, tout se mettra en place comme les pièces d'un puzzle», a conclu Pauline Marois sur cette question.

## CARDIOLOGIE

Par ailleurs, le ministre a tenté de se faire rassurant sur l'allongement des listes d'attente en cardiologie. Elle a attribué une partie du problème à la récente grève des infirmières, laissant ainsi entendre que l'engorgement pouvait n'être que passager.

Plus globalement, son ministère est à rassembler les données qui lui permettront d'avoir un portrait exact de la situation sur l'ensemble du territoire québécois. Ce n'est qu'une fois ces données réunies que le gouvernement saura où il y a de la place pour des chirurgies en cardiologie — s'il y en a.

Les patients faisant face à un engorgement dans un centre en particulier pourraient alors être transférés dans une ville où ils pourraient être traités plus rapidement, espérait-on.

Pour l'heure, il n'est pas question de les transférer aux États-Unis comme cela se fait en oncologie.

## GRÈVES DU FRONT COMMUN

# NON de plusieurs syndicats FTQ

GILBERT LEDUC

Le Soleil

■ QUÉBEC — Dans le secteur de la santé, le nombre de syndicats affiliés à la FTQ qui ont décidé de rejeter le plan d'action du Front commun CEQ-CSN-FTQ — comprenant un coup de semence de 24 heures, le 25 octobre, et une grève générale illimitée à être exercée au plus tard le 18 novembre — est maintenant de 15.

Après le Syndicat des employés du Centre hospitalier de l'Université Laval, 14 autres syndicats affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ) ont voté, au cours des dernières heures, en défaveur du plan d'action.

Il fut impossible, hier, de connaître l'identité des syndicats qui ont tourné le dos au plan d'action dans sa totalité ou qui ont, comme celui du CHUL, accepté de participer seulement au coup de semence de 24 heures.

Dans un communiqué de presse, la FTQ signale que 52 des 67 syndicats membres du SCFP-FTQ qui ont tenu des assemblées générales jusqu'à maintenant ont entériné la stratégie du Front commun. C'est le cas, entre autres, de l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, du Centre Mont-Youville et de la Cité de la Santé de Laval. Au CHUL, les inhalothérapeutes, qui sont représentés par l'Association professionnelle des inhalothérapeutes — une organisation affiliée à la FTQ — ont voté en faveur des deux débrayages.

«Il est normal que certains votes nous aient échappé, comme au CHUL, mais la tradition veut que, à la lumière des résultats finaux de la recherche de mandats, nous demandions à ces syndicats de considérer un vote de ralliement à la majorité», a indiqué le coordonnateur des négociations à la FTQ, Gilles Giguère. «C'est une pratique qui a cours depuis l'existence même des négociations en Front commun depuis 1972», ajoute-t-il.

Au sein de la FTQ, le SCFP-FTQ compte des membres dans plus de 150 établissements alors que le Syndicat québécois des employés de services (section locale 298) est présent dans 250 établissements. Ce n'est que dans les prochains jours que la CSN entreprendra la tournée de ses

700 syndicats dans le secteur public pour mesurer l'appui des membres au plan d'action du Front commun.

## APPEL DE LA CSN

Les défections au sein de la FTQ et de la CEQ — l'Alliance des professeurs de Montréal, le plus gros syndicat d'enseignants avec ses 7000 membres — n'ébranlent pas la direction de la centrale. «Ce n'est pas encore très significatif, car la consultation ne fait que commencer. À la CEQ, un seul des 47 syndicats d'enseignants de commissions scolaires s'est prononcé», fait remarquer Marc Lavolette, président de la CSN.

Ce constat n'empêche le syndicaliste de lancer un appel à l'unité d'action au sein du Front commun. «S'il y en a qui pensent qu'ils vont réussir tout seul dans cette négociation, qu'ils regardent donc ce qui s'est passé avec les infirmières. Ce n'est pas par petits groupes éparpillés que l'on va réussir à améliorer nos conditions de travail dans le secteur public. Ça prend la force du nombre. Ce qu'il faut viser, c'est l'unité la plus grande possible.

Bien entendu, tu peux amener un cheval à l'étable, mais tu ne peux pas le forcer à boire», souligne-t-il en rappelant qu'il reviendra aux membres de déterminer le sort du plan d'action.

Pour Claudette Carbonneau, première vice-présidente de la CSN et responsable de la négociation dans le secteur public, il faut se demander si le dossier de la relativité salariale ne draine pas toute l'attention des enseignants de commissions scolaires au détriment de celui des enjeux collectifs du Front commun.

«Il me semble que ce groupe-là n'a pas fait le débat sur l'état des tables de négociation et l'enjeu réel que représente la négociation du secteur public», a commenté M<sup>me</sup> Carbonneau.

Marc Lavolette espère que les 315 000 syndiqués vont s'inspirer de la bataille menée, cet été, par les jeunes travailleurs de La Ronde. «C'était un conflit qui était mal parti. La division régnait à l'intérieur du syndicat. La partie patronale montrait qu'elle avait le gros bout du bâton. Malgré tout ça, les travailleurs en sont sortis victorieux tout simplement parce qu'ils n'ont pas lâché. Ils ont réussi à défoncer une offre salariale semblable à la nôtre pour aller chercher des augmentations variant entre 9,5% et 15%. Il faut faire la même chose même si c'est difficile.



Le président de la CSN, Marc Lavolette, fait appel à la solidarité intersyndicale.

## La CEQ reste confiante malgré tout

MONTRÉAL (PC) — La présidente de la CEQ, Monique Richard se dit confiante de pouvoir obtenir l'aval d'une majorité de syndicats d'enseignants pour la grève illimitée en Front commun, ce 18 novembre, malgré le refus de son plus gros syndicat, l'Alliance des professeurs de Montréal.

De même, M<sup>me</sup> Richard a riposté aux propos du président de la plus grosse fédération de la CSN, la Fédération de la santé et des services sociaux, M. Louis Roy, à l'endroit des «professeurs de la CEQ».

Le président de la fédération de 90 000 membres de la CSN, Louis Roy, a invité ses 900 délégués à ne plus tenir pour acquis que les professeurs de la CEQ suivraient le reste du Front commun dans le mot d'ordre de débrayage illimité le 18 novembre. «Les profs de la CEQ ne seront pas au rendez-vous, pas plus au 24 heures qu'à la grève illimitée du 18 novembre. J'en suis fermement convaincu», a-t-il lancé mardi. «Voulons-nous d'un front commun à 250 000?» a demandé M. Roy à ses troupes, laissant entendre que les 75 000 professeurs de la CEQ n'en feraient plus partie.

M<sup>me</sup> Richard a commencé par conseiller à M. Roy de cesser de présumer du résultat des assemblées générales des enseignants. Une seule assemblée a été tenue, celle de l'Alliance, sur 44 syndicats, lui a-t-elle rappelé. Les autres auront cours à la fin octobre.

La présidente de la CEQ a aussi noté qu'un plan d'action en Front commun et des revendications en Front commun n'excluaient pas des demandes sectorielles propres aux enseignants et des moyens de pression qui leur sont propres.

M<sup>me</sup> Richard a ensuite cherché à démontrer que la CEQ aussi croyait au Front commun, avec la CSN et la FTQ. C'est «incontournable qu'on soit en front commun», a-t-elle souligné. «On est bien déterminé à aller chercher nos mandats (de grève). La volonté d'aller les chercher, elle ne se dément pas.»

M<sup>me</sup> Richard n'a pas exclu, même, que lorsque les autres syndicats d'enseignants auront voté en faveur de la grève illimitée en front commun, l'Alliance des professeurs de Montréal puisse sonder de nouveau le cœur de ses membres.

## EMPLOI QUÉBEC

## Les « partenaires » se révoltent

JEAN-MARC SALVET  
Le Soleil

QUÉBEC — La Commission des partenaires du marché du travail, censée être un rouage essentiel de la politique de la main-d'œuvre québécoise, est au bord de l'éclatement. C'est de peine et de misère que certains représentants de cette instance ont accepté, hier, de surseoir à leur désir de claquer la porte.

Si quelques membres de la commission en ont contre les politiques mises de l'avant par la ministre de l'Emploi, ils sont unanimes à lui reprocher de tout décider par-dessus leurs têtes. Ils en ont assez d'être mis devant le fait accompli.

Après une réunion tumultueuse tenue lundi soir, les membres du comité exécutif de la Commission des partenaires ont fait un point de la situation

hier matin. Dans un premier temps, la CSN aurait carrément demandé la suspension des activités de l'organisme. Une information que dément énergiquement la 3<sup>e</sup> vice-présidente de la centrale, Denise Boucher.

Chose certaine, l'exécutif d'hier matin a décidé de convoquer l'ensemble des partenaires patronaux, syndicaux et communautaires en réunion d'urgence le plus rapidement possible. Celle-ci devrait se tenir d'ici la mi-octobre.

« Nous sommes à la croisée des chemins », confirme Nancy Neantam, vice-présidente par intérim de la Commission des partenaires du marché du travail depuis le départ précipité de Diane Bellemare au printemps.

« Les gens autour de la table sont un peu ébranlés. Ils s'interrogent sur la volonté qu'a le gouvernement de les traiter en véritables partenaires. La

rencontre à venir permettra d'analyser les différentes options qui s'offrent à nous. »

La goutte qui a fait déborder le vase est cette réunion de lundi soir au cours de laquelle la ministre Diane Lemieux a fait part de son plan pour sauver Emploi Québec, qui menace, selon elle, de se transformer en « Formation Québec » si rien n'est fait.

La ministre souhaite que des ministères comme ceux de la Solidarité sociale, de l'Éducation ou de l'Immigration assument leurs responsabilités et cessent d'envoyer leurs clientèles chez Emploi Québec.

Diane Lemieux a expliqué aux partenaires de la commission qu'elle ne les a pas consultés sur son nouveau plan parce qu'en temps de crise, comme c'est le cas chez Emploi Québec, il faut agir vite et il vaut mieux un seul pilote que 15.

## Baisse d'impôts demandée

La Chambre de commerce du Québec et l'Ordre des comptables agréés demandent à Québec de préparer un plan global en matière de finances publiques et de l'enchâsser dans une loi, comme il l'a fait pour déficit zéro. Dans un mémoire, les deux organismes demandent au gouvernement de se concentrer sur la réduction de la dette et les baisses d'impôts. La Chambre de commerce propose une réduction d'impôt de 20% sur trois ou quatre ans. La Chambre de commerce et l'Ordre des comptables estiment de plus que les dépenses de programmes demeurent trop élevées et doivent être revues dans leur ensemble. Ils soutiennent qu'une majorité de Québécois appuieraient des réductions additionnelles de dépenses publiques s'ils ont l'assurance que les sommes dégagées serviront à rembourser la dette et à réduire les impôts. (PC)

## La CSDM mise sous tutelle

Le gouvernement met en tutelle pour six mois la plus grosse commission scolaire du Québec, la commission scolaire de Montréal (CSDM). La décision a été annoncée hier par le ministre de l'Éducation, François Legault. C'est Gérard-Antoine Limoges, président de la firme Caron Bélanger Ernst & Young, qui agira comme tuteur. Le ministre Legault avait demandé au conseil des commissaires de réviser sa décision prise le 1<sup>er</sup> septembre de remplacer les membres du comité exécutif de la CSDM. Devant leur refus, une enquête menée par Pierre De Celles a démontré que le gouvernement devait intervenir et imposer une tutelle. (PC)

## SOMMET DE LA JEUNESSE

## Le CPJ presse Québec de légiférer dans le dossier des clauses « orphelin », sinon...

MICHEL CORBEIL  
Le Soleil

QUÉBEC — Le dossier des clauses « orphelin » risque d'hypothéquer la tenue du Sommet de la jeunesse, prévient l'organisme chargé de conseiller le gouvernement dans le domaine.

Hier, à Québec, la présidente du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) s'est permis un aparté sur le sujet, en dévoilant un rapport sur « l'accès des jeunes à une citoyenneté pleine et active ».

« Il serait important que le projet de loi sur les clauses "orphelin" soit adopté avant de se rendre au Sommet » qui aura lieu, en février, a fait savoir Clairandré Cauchy. Elle a fait allusion au fait qu'une deuxième commission parlementaire se penche sur l'idée d'interdire ces clauses donnant des conditions de travail ou des salaires moindres aux employés engagés après la signature d'une convention collective.

« Nous n'avons pas encore de loi, a déploré M<sup>me</sup> Cauchy. Cela fait deux ans que le débat s'étire. Cela pourrait rendre un peu plus difficile l'exercice du Sommet. »

« J'espère que nous n'aurons même pas à parler des clauses "orphelin", a-t-elle repris. Si on se ramasse avec ce débat au Sommet, cela voudra dire qu'on reprend la discussion à zéro, sans aborder les problèmes plus fondamentaux que les jeunes vivent. »

À quelques mois de l'événement, les problèmes

ne manquent pas, suggère l'avis du CPJ. L'éducation, « victime de sous-financement », et le travail apparaissent en tête de liste. Le Conseil suggère que la formule des stages soit poussée plus loin, en s'assurant que « ce sont bien des stages et non des emplois à rabais ».

Pour ce qui est du travail, la précarité apparaît comme la principale difficulté. En conférence de presse, M<sup>me</sup> Cauchy s'est dite « très déçue » par le patronat qui, à cet égard, ferait preuve d'une vision à court terme.

M<sup>me</sup> Cauchy a laissé entendre que le gouvernement doit donner l'exemple et s'attaquer au travail précaire. Les négociations, dans le secteur public, sont l'occasion de faire passer un test à l'État comme aux syndicats, selon elle. Le CPJ réclame aussi que les mécanismes de protection sociale, issus des années 1960, s'adaptent aux nouvelles formes d'emploi, comme pour les travailleurs autonomes.

Par ailleurs, le Conseil a retenu les suggestions des groupes de jeunes qui ont critiqué le gouvernement pour son approche économiste dans le domaine de l'ouverture sur le monde. Alors que Québec prône de mettre l'accent sur la mondialisation et l'exportation, le CPJ préconise de le mettre davantage « sur les gens de différentes origines qui sont venues ici ». Il veut accroître les liens avec les jeunes immigrants, multiplier les stages à l'étranger et permettre plus facilement l'apprentissage des langues.

**Mannequin**  
vous présente  
ses collections  
automne-hiver  
1999-2000,  
à l'émission  
« **Portrait de** »  
sur les ondes de  
**Télé-Mag 24**  
ce soir à 17h  
et jusqu'au  
5 octobre.

**Mannequin**  
Collections  
européennes  
exclusives.  
Tailles 38 à 50.  
1446817

PLACE DE LA CITÉ

CLIF de **Master-Clif**  
fait en Finlande

Voilà une  
belle occasion  
pour terminer  
l'année en beauté  
et célébrer  
l'arrivée du  
nouveau  
millénaire  
en toute  
simplicité.  
Passez à travers  
le temps avec  
raffinement.  
Offrez-vous  
meslames  
une visite, elle  
vous éblouira.  
Un seul nom  
à retenir  
Boutique **Lucette  
Lamontagne**

Service à  
domicile  
personnalisé  
offert  
gratuitement

Toutes  
taxes incluses.  
Tailles 1 à 24.

Ouvert le dimanche depuis le  
12 septembre de 12h à 17h

**LUCETTE  
LAMONTAGNE**  
boutique

833, avenue Myrand,  
Sainte-Foy  
**681-0249**

Cathy Chimienti  
ASSURANCES RBC

André Marchand  
TRUST ROYAL

Irene So  
RBC DOMINION  
VALEURS MOBILIÈRES

Cynthia Lemieux  
BANQUE ROYALE

Doris Lapierre  
ACTIONS EN DIRECT  
BANQUE ROYALE

**Martine Leroy**  
CLIENTE

Un groupe pour tous vos besoins financiers

« Je viens d'apprendre que je peux obtenir de l'assurance, du courtage et un prêt-auto du même groupe financier. Ça va m'épargner du temps. »

Le Groupe Financier Banque Royale, c'est beaucoup plus qu'un réseau de compagnies financières. C'est d'abord un réseau humain où des gens travaillent ensemble pour vous offrir des conseils financiers personnalisés ainsi que toute une gamme de solutions. Il suffit de communiquer avec une seule personne du Groupe pour avoir accès à toute une équipe d'experts qui sauront vous écouter et qui pourront vous aider à gérer tous les aspects de votre vie financière. En personne, par téléphone ou sur Internet, vous pouvez compter sur un seul et même groupe pour répondre à tous vos besoins financiers. C'est une nouvelle façon de gérer vos affaires. Plus simple, plus efficace... et plus sympathique.

Créer des liens... un client à la fois.

**GROUPE FINANCIER  
BANQUE ROYALE**

www.banqueroyale.com

Marque déposée de la Banque Royale du Canada

## EN BREF

Trois ans de prison  
pour un ex-employé  
d'Hydro-Québec

Pour avoir tiré illégalement profit de son poste à Hydro-Québec, Paul Cavanagh, de Brossard, a été condamné hier à trois ans de prison. Il a aussitôt pris le chemin des cellules. M. Cavanagh qui a plaidé coupable à 17 accusations d'abus de confiance aurait personnellement empoché entre 1,6 million\$ et 2,3 millions\$. De 1983 à 1985, M. Cavanagh a octroyé au nom d'Hydro-Québec des contrats d'une valeur totalisant 28 millions\$. Au moment du plaidoyer de culpabilité, la Couronne évaluait à 4 millions\$, peut-être 5 millions\$ les sommes payées en trop par Hydro-Québec. Les recherches du comptable d'Hydro-Québec au-

raient depuis fait monter l'évaluation à 8 millions\$. Ce fonctionnaire payé par les fonds publics s'est placé en situation de conflits d'intérêts en mettant sur pied des compagnies pour tirer profit des contrats qu'il octroyait à certaines firmes, plus particulièrement les firmes Chagnon et Baillargeon. Il s'occupait de faire la facturation de ces compagnies, facturation qu'il approuvait par la suite une fois qu'il avait remis son chapeau d'employé du secteur public. En imposant trois ans de prison, le juge Luc Trudel de la Cour du Québec entérinait la suggestion commune qui lui était présentée. Par contre, le magistrat a rejeté une demande présentée vendredi par la compagnie d'assurance La Garantie qui tentait de récupérer une partie des millions\$ versés en compensation à Hydro-Québec qui était assuré pour se protéger des gestes malhonnêtes de ses employés. (PC)

## LOCATAIRES MAUVAIS PAYEURS

# La bourse ou la porte

### Les propriétaires immobiliers adoptent l'intransigeance à l'endroit des assistés sociaux

MARIE CAQUETTE  
Le Soleil

QUÉBEC — Les propriétaires immobiliers sont encouragés à la tolérance zéro envers les locataires mauvais payeurs pour enrayer des pertes qui seraient de l'ordre de 100 millions\$ par an. Le mot d'ordre c'est de faire une enquête de crédit sur tous les futurs locataires, de rapporter immédiatement à la Régie du logement toute situation de retard de paiement et de demander l'éviction dès que ce recours devient accessible (après trois semaines de retard).

Cette intransigeance que prônait hier, en conférence de presse, Michel Riverin, directeur général de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) fait suite à la décision du ministre de la Solidarité sociale André Boisclair d'écarter le règlement de la réforme de l'aide sociale qui prévoyait que le ministre verserait lui-même, dès octobre, une partie du loyer dans le cas des locataires délinquants.

Plus souvent qu'à leur tour, ce serait un petit nombre d'assistés sociaux, entre 5 à 10% des 400 000 ménages sur l'aide sociale, soit de 20 000 à 40 000 locataires qui se logeraient gratis pendant quelques mois ou ficheraient le camp sans payer. Ce groupe de délinquants causerait problème à deux fois plus de proprié-

res que les autres locataires délinquants. Les pertes de revenus qu'ils occasionneraient seraient aussi plus de deux fois plus importantes que celles causées par les autres types de locataires.

Le quart des proprios québécois auraient vécu le phénomène des retards de paiement avec ce groupe d'assistés sociaux tandis que 40% ont vu ces locataires fichés le camp sans payer. Certains feraient même le coup dans les HLM, où le loyer ne représente pourtant que 25% de la prestation d'aide sociale; les pertes financières des HLM se chiffraient à 1 million\$ par an en 1993, selon un rapport du défunt ministère de la Sécurité du revenu (devenu ministère de la Solidarité sociale).

## AUCUN RECOURS

Fait assez extraordinaire, 5% des prestataires d'aide sociale qui ont répondu au sondage commandé par le ministre admettaient s'être logés aux frais d'un propriétaire pendant plus de trois mois ou être partis sans payer le loyer! Toujours dans le même rapport, la direction de la Sécurité du revenu elle-même déplorait la « relative impunité de ce comportement chez les prestataires » contre lesquels, constatait-on, les propriétaires n'ont aucun recours.

La CORPIQ, qui montait hier au front, pour dénoncer l'absence de volonté politique de régler ce problème, représente 9000 propriétaires qui détiennent environ 10% des 1,2 million de logements disponibles au Québec. Le Québec est le paradis du petit propriétaire qui possède en général moins de dix logements qui lui apportent un revenu, représentent un placement ou constituent son fonds de pension, note le directeur général, Michel Riverin. Ce dernier effectue une tournée de la province pour mobiliser les propriétaires.

Il précise que le règlement prévu dans la réforme de l'aide sociale était le fruit de plus de quatre ans de dis-

ussions entre les divers ministères concernés et les regroupements de propriétaires. Ce règlement prévoyait que le ministre retienne jusqu'à la moitié des prestations (pour un maximum de 250 à 300\$), et verse lui-même au propriétaire cette portion du loyer pendant une période maximale de deux ans, à la suite d'une décision de la régie du logement concluant à un défaut de paiement.

M. Riverin émettait hier de sérieux doutes sur la capacité du ministre Boisclair d'arriver à une meilleure solution.

## MINISTRE ET LOCATAIRES

Un porte-parole du ministère de la Solidarité sociale réitérait pour sa part hier que le ministre répugne maintenant à s'engager dans cette voie coûteuse qui implique le développement d'outils informatiques et administratifs évalués sommairement à 600 000\$. Il signale encore que le quart des foyers qui reçoivent de l'aide sociale touchent aussi des fonds de d'autres sources (rentes ou autres) ce qui aurait compliqué d'autant un versement direct de la part du ministre.

On privilégie plutôt le raccourcissement des délais d'audition dans les causes d'éviction à la Régie du logement où il pourrait être ramené de trois mois à trois ou quatre semaines s'il n'y a pas d'opposition.

De son côté, un organisme solidaire des prestataires d'aide sociale, le Front d'action populaire en réaménagement urbain, se déclarait soulagé du retrait du règlement par le ministre Boisclair. Les organismes représentant les prestataires d'aide sociale se sont opposés à cette mesure depuis le début, rappelle-t-on. Le problème du non-paiement des loyers est causé, selon le front d'action populaire, par l'insuffisance des prestations d'aide qui force des personnes et des familles à choisir entre payer le loyer ou manger.



**BIRKS**  
depuis 1879

à partir de  
2 950 \$.

à partir de  
2 450 \$.

à partir de  
1 200 \$.

à partir de  
1 150 \$.

à partir de  
5 025 \$.

Bagues de fiançailles à diamant solitaire.  
Offertes en or 14 ou 18 carats ou platine.

Pour tout savoir sur les diamants, demandez la brochure  
« Comment choisir un diamant », un guide  
complet disponible dans un magasin Birks près de chez vous.

LES DIAMANTS BIRKS

loto-québec résultats	
Tirage du 99-09-29	
<b>1<sup>er</sup> numéro</b>	<b>2<sup>e</sup> numéro</b>
507514	376536
25 000 \$	50 000 \$
<b>3<sup>e</sup> numéro</b>	
339079	
100 000 \$	
Ces 3 numéros gagnants sont décomposables	

649	
Tirage du 99-09-29	
03 04 13 34 35 36	
Numéro complémentaire: 49	

49	
Tirage du 99-09-29	
05 23 24 26 35 41	
Numéro complémentaire: 13	

GAGNANTS	LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	23	500,00 \$
4/6	1 069	50,00 \$
3/6	21 101	5,00 \$
Ventes totales: 583 167,00 \$		

Banco	
Tirage du 99-09-29	
03 07 16 21 23	
26 29 32 39 40	
41 42 45 51 53	
54 58 59 61 70	

Extra	
Tirage du 99-09-29	
NUMÉRO 855258	
Tirage du 99-09-29	
3	4
054	6600

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Josée Laurent toujours en fête!

# 10<sup>e</sup> anniversaire

Soyez l'une des deux clientes chanceuses à mériter une garde-robe d'une valeur de 5000\$

Une chance de gagner avec tout achat de 500\$ de vêtements à prix courant, avant taxes.

Tirage le 15 octobre.

L'expression parfaite de l'élégance

Boutique **JOSÉE LAURENT**

Place Ste-Foy 654-1388

SAINT HILAIRE Donna (SIA)

JOBIS HUCKE STEINBOCK



Le monde s'efface devant ceux qui sont uniques

PLACE  
**SteFoy**

# FUTURE SHOP

Vous aimerez ce que votre Future vous réserve

# MONITEUR GRATUIT

15 po

La grande PRIMEUR

THE MUMMY SUR VIDÉO ET DVD

Gagnez un voyage en Égypte!



IBM

Aptiva Processeur Intel<sup>MC</sup> Pentium<sup>MD</sup> III 31407544/21407545  
54U/54F

COMPREND UN MONITEUR 15 po ET UNE IMPRIMANTE HP GRATUITS



à l'achat de tout ordinateur en écoulement!

Une offre prime par client, aucun fournisseur, ne peut être jumelée à aucune autre, ne peut s'appliquer à des achats antérieurs. Voir les détails en magasin.

De plus,

## TPS incluse

sur tous ordinateurs, accessoires, périphériques, imprimantes et lecteurs optiques en écoulement!

\*Les prix seront réduits d'une somme équivalente à la TPS.

MÉMOIRE VIVE 96 Mo  
DISQUE DUR 13,0 Go  
CD-RW 4x  
MODEM V.90 56K

1999<sup>99</sup> APRÈS REMISE

AVANT REMISE 2044<sup>99</sup>  
REMISE POSTALE 45<sup>00</sup>

ENSEMBLE COMPLET

Remise postale de 305 US = 455 CA environ.

Location commerciale

A partir de 63\$ /mois

Cette offre s'applique aux clients de location de produits à des fins d'affaires ou commerciales, elle n'est pas valide pour les produits servis principalement à des fins personnelles, familiales ou ménagères, pour des exploitations agricoles, professionnelles ou d'élevage. Voir les détails en magasin.

Moniteur différé de l'illustration

IBM

Lecteur optique à plat IdeaScan

- Résolution interpolée de 9600 x 9600 ppp
- Résolution optique de 600 x 1200 ppp
- Profondeur de couleur à 36 bits
- Fonctions de prévisualisation, numérisation, copie, télécopie et accès de courriel par manette

139<sup>99</sup> APRÈS REMISE

AVANT REMISE 169<sup>99</sup>  
REMISE POSTALE 30<sup>00</sup>

Acero

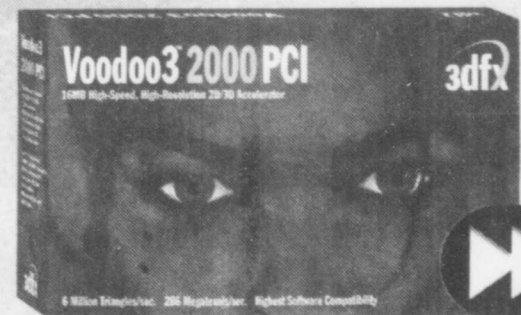
Unité interne Mitsumi 4x4x24 pour DC ré-inscriptibles  
• Écriture à 4x, ré-écriture à 4x et lecture à 24x  
• Mémoire tampon de 2 Mo  
• Logiciel d'Adaptec inclus  
• Temps d'accès de 135 ms 12348442 025-4364

249<sup>99</sup> APRÈS REMISE

AVANT REMISE 279<sup>99</sup>  
REMISE POSTALE 30<sup>00</sup>

3dfx

Carte vidéo Voodoo3 2000 version PCI  
• Accélérateur graphique 2D/3D à 128 bits  
• Mémoire SDRAM de 16 Mo 14048202 2000PCI



149<sup>99</sup>

SAMSUNG

Magnétoscope stéréo haute fidélité à 4 têtes

- Télécommande multi-fonctions
- Programmation à l'écran
- Indexage
- Rembobinage à grande vitesse



179<sup>99</sup>

## Aucun intérêt\* jusqu'en 2001

Sur tous les systèmes vidéo et systèmes audio pour la maison avec votre carte Future Shop!



RCA

Téléviseur de 13 po  
• Saut de commerciaux  
• Tube-écran teinté foncé  
• Horloge, alarme et minuteries

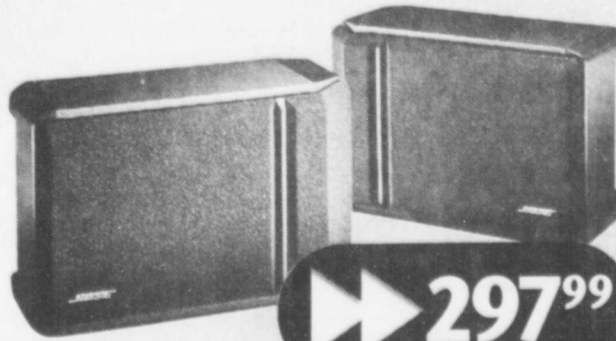
199<sup>99</sup>

BOSE

La recherche du meilleur son Haut-parleurs

Reconnu pour son caractère innovateur et son souci du détail, Bose offre un son stéréo impressionnant à partir de haut-parleurs compacts et reproduit fidèlement le son d'un événement en direct! Profitez également de sa performance uniforme peu importe où vous vous trouvez dans la pièce.

81874201



297<sup>99</sup>

Tous les lave-vaisselle et toutes les cuisinières sont

# en solde!

MAYTAG

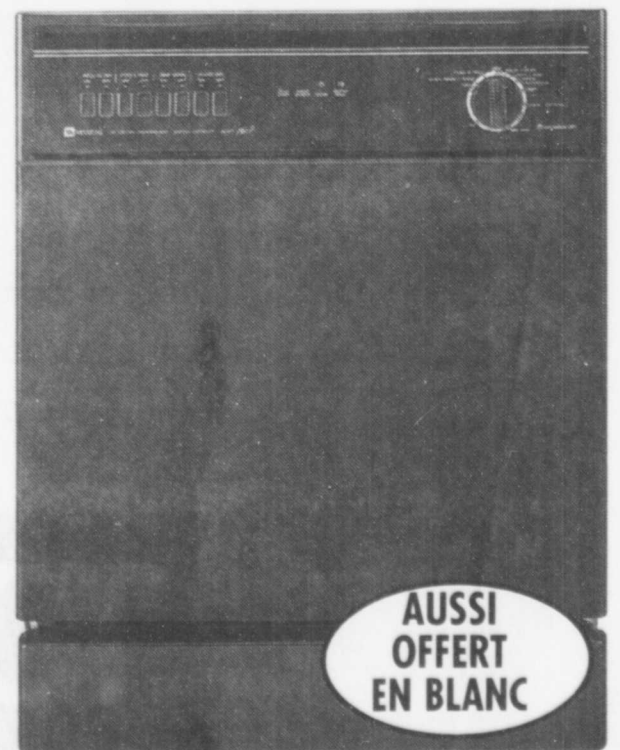
Spectaculaire Lave-vaisselle en écoulement

- 8 commandes à cousinnet au fini uni
- 3 niveaux de lavage avec 62 jets
- Minuterie de 6 heures pour démarrage différé
- Isolation sonore Quiet Pack

9952714 M04803480 PEUT DIFFÉRER LÉGÈREMENT DE L'ILLUSTRATION

ÉCONOMISEZ 150\$

499<sup>99</sup>



AUSSI OFFERT EN BLANC

\* Sur approbation du bureau de crédit. L'intérêt calculé tous les mois sera éliminé du solde à condition que : (1) les mensualités minimales (si requises) soient versées; et (2) le solde soit payé en entier à la fin de la période couvrant l'offre promotionnelle. Le TPA est de 28,8%. Exemple de l'option sans intérêt pendant 12 mois (taxes incluses) : Si les mensualités minimales totalisant 587,33 \$ pour un achat de 1500 \$ sont versées et le solde est remboursé dans les 12 mois, l'intérêt est éliminé formant un TPA de 0% (coût total 1500 \$) pour un achat de 1500 \$. Si vous décidez de prolonger le financement sur 12 mois supplémentaires et que les mensualités minimales totalisent 1111,71 \$ pour un achat de 1500 \$ sont versées, et que le solde de 1188,73 \$ est remboursé dans les 24 mois, l'intérêt totalise 800,44 \$ (coût total de 2300,44 \$) et le TPA équivaut à 28,8% pour un achat de 1500 \$.

Les options sans intérêt ne sont pas offertes à nos clients avec cartes de crédit pour un compte commercial. Achat personnel seulement, aucun fournisseur. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Certains articles peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. En raison des échéanciers de publicité, certains prix pourraient être moins élevés en magasin.

Prix et produits en vigueur du 29 septembre au 5 octobre 1999.

# FUTURE SHOP

Vous aimerez ce que votre Future vous réserve

• Place Fleur De Lys  
552, boul. Wilfrid-Hamel  
521-3100

• Place Laurier  
(Sainte-Foy) 2700, boul.  
Laurier 650-1999

• Chicoutimi  
2480, boul. Talbot  
698-6701

# L'engagement

## Numéro un sur toute la ligne.

Services d'investissement  
Ligne Verte, le numéro un du  
courtage à escompte au pays, porte  
maintenant le nom de TD Waterhouse dans  
le monde entier. Ici, tout comme à nos  
bureaux en Australie, à Hong Kong, aux  
États-Unis et en Grande-Bretagne, nous  
nous engageons à innover et  
à toujours placer le client en  
tête. Nous offrons aux investis-  
seurs, en un seul et même  
endroit, un vaste choix de  
placements assortis d'économies  
substantielles sur les commis-  
sions, des outils innovateurs  
s'appuyant sur des technologies  
de pointe et de nombreux  
services d'assistance. Parce  
que, en bout de ligne, notre  
objectif numéro un, c'est  
de vous aider à réussir dans vos placements.

**TD WATERHOUSE**

# L'encouragement

**TD Waterhouse**  
Globalement, le plus important courtier  
à escompte du pays est aussi le  
meilleur.

Canadian Business Magazine, 24 septembre 1999



Bien sûr, nous en sommes fiers. Mais nous n'avons pas l'intention de nous reposer sur nos lauriers. C'est pourquoi nous nous engageons à continuer d'offrir à nos clients les produits et les services dont ils ont besoin pour atteindre leur plein potentiel d'investisseurs.

**TD WATERHOUSE**

Montréal 1-800-363-1171 • Laval 1-800-451-1647 • Québec 1-800-363-1531

[www.tdwaterhouse.ca/fr](http://www.tdwaterhouse.ca/fr)

Services d'investissement TD Waterhouse (Canada) Inc. est une filiale du Groupe TD Waterhouse Inc., une filiale de La Banque TD. Membre FCPE.

# Bourses du millénaire: encore et toujours l'impasse

MICHEL CORBEIL  
*Le Soleil*

QUÉBEC — Ottawa et Québec se sont enfoncés un peu plus encore dans le cul-de-sac entourant le dossier des bourses du millénaire.

Hier, le ministre québécois François Legault a affirmé que la plus récente proposition de son homologue fédéral (Ressources humaines), Jane Stewart, lui apparaît inacceptable.

La veille, la ministre canadienne a offert à son vis-à-vis du Québec de le rencontrer, mais en présence du président de la Fondation des bourses du millénaire. Elle a notamment insisté

sur le fait que toutes les lois soient appliquées, ce qui ferait en sorte que les chèques seraient bilingues, en vertu de la législation sur les langues officielles.

Le ministre québécois de l'Éducation a indiqué que M<sup>me</sup> Stewart avait accepté, le 8 septembre, de le rencontrer. Il a affirmé que, la semaine dernière, cette dernière a posé une condition nouvelle à leur rendez-vous.

« Elle ne voulait pas me rencontrer tant qu'elle ne connaîtrait pas la couleur des chèques (à remettre aux éventuels boursiers). J'ai été très surpris. Honnêtement, je n'y avais jamais pensé. On essayait juste de placer des logos », une opération déjà

controversée pour loger les sigles du Canada, du Québec et de la Fondation.

Le ministre Legault a soutenu avoir été surpris, mardi soir, par une série de nouvelles conditions posées par M<sup>me</sup> Stewart. Le respect de la loi sur le bilinguisme et celle imposant la présence du président de la Fondation, Norman Riddle l'ont fait bondir.

« Il est pas question de commencer à mettre une série de nouvelles conditions. » Il a notamment rejeté l'idée que M. Riddle se joigne à un face à face auquel, a-t-il suggéré, seuls des élus peuvent participer. Il a évoqué un consensus qui ferait en sorte qu'étudiants et dirigeants du réseau de l'en-

seignement sont d'accord avec Québec sur l'utilisation des fonds.

« C'est totalement inacceptable qu'on laisse dormir 70 millions \$ par année alors qu'on a besoin de cet argent pour l'investir dans notre système d'éducation et pour réduire l'endettement étudiant, a-t-il dit de l'attitude fédérale. Je comprends pas que la population québécoise des étudiants ne se révolte pas davantage. »

## DÉSABUSÉ

Mais, pour le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Daniel Baril, « ce qui me révolte le plus, c'est que les gouvernements ne s'assoient pas ensemble pour régler

un cas qui a trait à 750 millions \$ (sur 10 ans) en fonds public ». M. Baril n'a pas caché son désabusement face à Québec et Ottawa.

« Au début de l'été, c'est Québec qui multipliait les conditions. C'est devenu un jeu à qui met des conditions pour que rien ne se règle. C'est un peu frustrant de voir qu'après deux ans de débats politiques, on trouve toujours un petit quelque chose qui ne fait pas l'affaire de l'autre. »

Sur la question des chèques bilingues, le président de la FEUQ n'a pu s'empêcher de reprendre une suggestion d'un analyste. « Qu'on donne l'argent des bourses par "dépôt direct" et qu'on en finisse. »

## MANIFESTATION

# La SQ émet de nouvelles directives

GILBERT LEDUC  
*Le Soleil*

QUÉBEC — S'ils veulent manifester leur colère contre leur employeur en cette période mouvementée de renégociation de leur convention collective, les policiers de la Sûreté du Québec devront dorénavant laisser leur uniforme et leur revolver à la maison.

De plus, ils devront utiliser leur automobile personnelle ou un autre moyen de transport aux frais de leur syndicat pour se rendre manifester et laisser les véhicules de la SQ dans le stationnement du poste de police.

Et pour bien signifier à l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ) que leur comportement, lors de la manifestation de la fin de semaine dernière à Drummondville, n'était pas acceptable, la direction de la SQ va re-filer au syndicat la facture pour l'utilisation des véhicules.

À l'occasion du conseil national du Parti québécois, des policiers de la SQ, vêtus de leur uniforme et revolver à la hanche, s'étaient donné rendez-vous, samedi dernier, à Drummondville, pour démontrer leur mécontentement concernant l'allure des négociations en vue du renouvellement de leur contrat de travail. Il y aurait eu un peu de brassage-camarade entre les manifestants et les gardes du corps des ministres du gouvernement au moment où les élus ont débarqué de leur limousine pour se rendre au Centre des congrès.

Hier, au terme de la séance hebdomadaire du conseil des ministres, le titulaire de la Sécurité publique, Serge Ménard, a annoncé que la direction de la Sûreté du Québec venait de « clarifier » certaines directives du règlement de discipline des policiers pour faire disparaître l'ambiguïté entourant la notion du port de l'uniforme et du revolver à l'occasion d'une manifestation à saveur syndicale.

« C'est le moyen plus rapide que nous avons pour clarifier la situation et pour nous assurer, qu'au cours de la négociation, ces incidents ne se reproduisent plus », a indiqué le ministre en soulignant que les nouvelles mesures visaient à renforcer l'actuel règlement de discipline « pour interdire de façon plus spécifique encore ce qui s'est produit » à Drummondville.

Avant les modifications qui viennent d'être apportées, le règlement stipulait qu'un policier en uniforme devait porter son arme. Or, la nouvelle directive sur le port d'arme dit : « durant les heures de travail, le port de l'uniforme pour un policier, pour une activité syndicale non autorisée ou une manifestation, est interdit ».

« Ça règle le problème de l'arme », fait remarquer Serge Ménard. « Clairement, ça veut dire que l'on ne peut pas manifester avec une arme. »

Il y a toutefois des exceptions, par exemple la participation de policiers aux funérailles d'un collègue mort en devoir. « La permission devra venir d'un officier non syndiqué », a précisé M. Ménard.

La direction de la SQ renforce également sa directive sur l'utilisation des véhicules « afin de prévoir l'exigence de l'autorisation préalable d'un officier pour qu'un membre puisse utiliser un véhicule à d'autres fins que les activités régulières ».

Par ailleurs, le ministre Ménard a souligné que l'investigation menée par la direction des affaires internes de la SQ sur le comportement des policiers-manifestants se poursuivait. « S'il y a eu des infractions à la discipline, il y aura des sanctions. » L'enquête criminelle menée par la Sûreté municipale de Drummondville sur la bousculade qui serait survenue entre un garde du corps et un ou des policiers de la SQ va bon train, a aussi assuré le ministre.

Du côté de l'APPQ, le président du syndicat, Tony Cannavino a refusé de commenter les annonces faites par Serge Ménard avant de pouvoir prendre connaissance des tenants et des aboutissants des nouvelles directives.

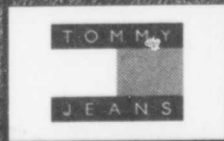
CE N'EST PAS UNE LIQUIDATION MAIS UNE SUPER OCCASION!

PLUS DE 40 MILLIONS \$  
EN NOUVELLE MARCHANDISE  
AUTOMNALE DE RENOM!

11 JOURS SEULEMENT  
DÈS AUJOURD'HUI ET JUSQU'AU  
DIMANCHE 10 OCTOBRE.

30 %  
de rabais\*

CES COLLECTIONS JEANS  
POUR HOMME ET FEMME



TOUS SOLDÉS... ET NOUS AVONS VOTRE TAILLE!

TANT QU'IL Y EN AURA. LE CHOIX VARIE SELON LE MAGASIN. \*SUR NOS PRIX ORDINAIRES.

la Baie

COMMENCEZ À PAYER EN MARS 2000\*

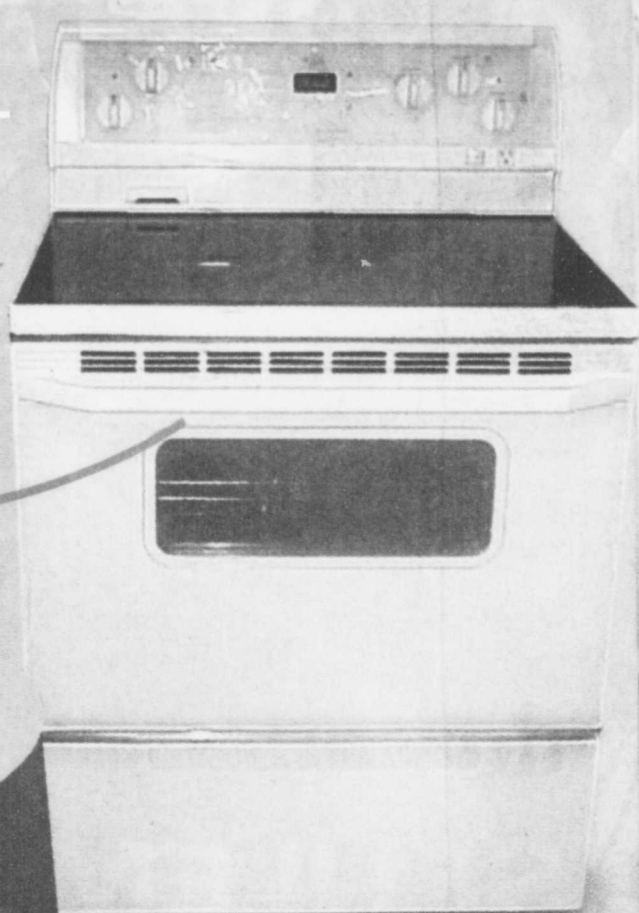
# Respirez l'automne Tanguay



18 pi cu  
Modèle  
Deluxe

surface de  
cuisson en  
céran

799<sup>95</sup>  
ÉCONOMISEZ  
229\$

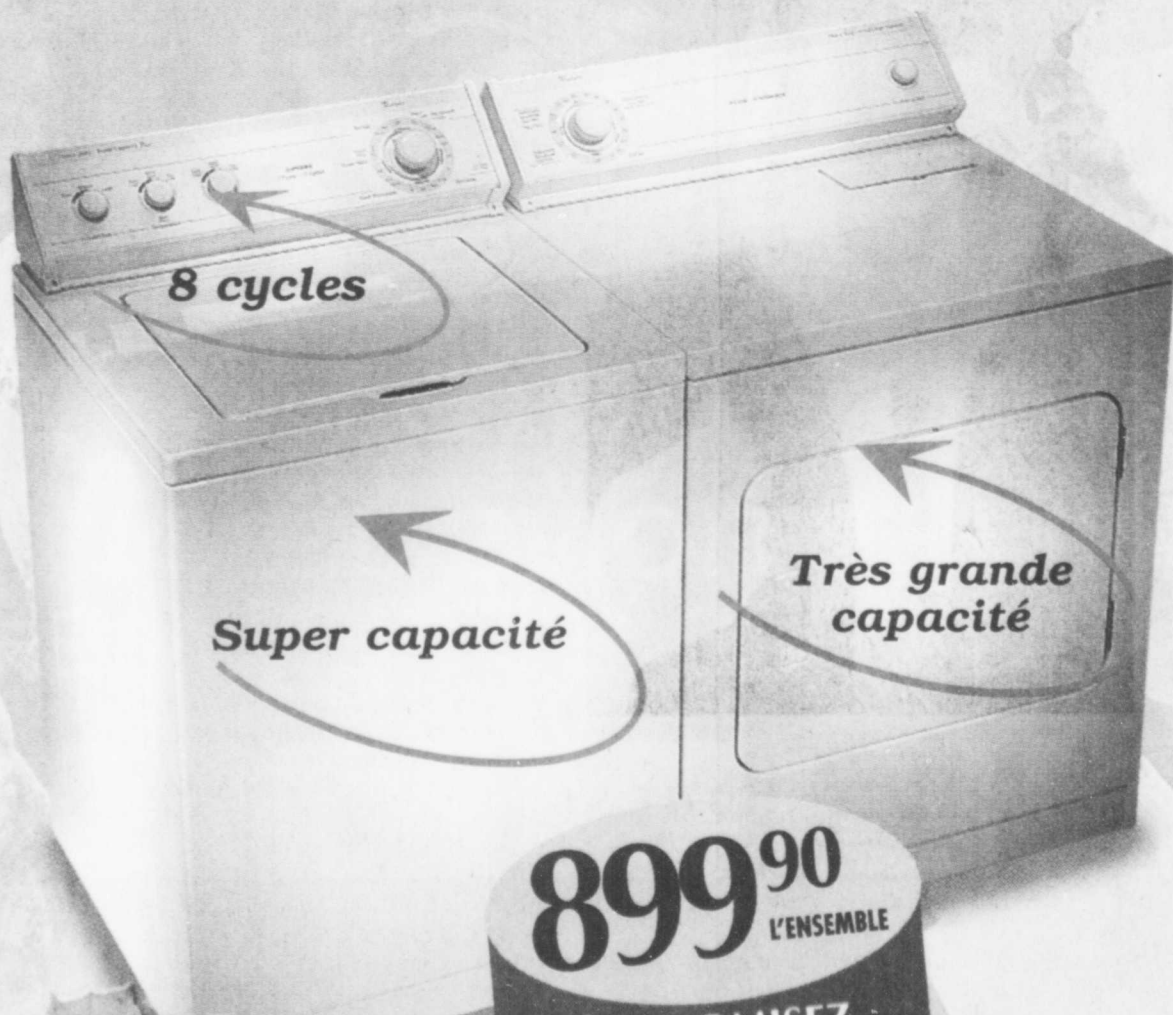


**Cuisinière 30 po** (234676)  
• Éclairage dans la tête • 1 prise de courant  
• Tête en verre amovible  
• Porte en verre trempée  
• Surface de cuisson en céran



829<sup>95</sup>  
ÉCONOMISEZ  
130\$

**Réfrigérateur deluxe** (231803)  
• Tablettes ajustables dans la porte  
• 4 demi-tablettes coulissantes en verre scellées  
• Tiroir à légume avec contrôle de l'humidité  
Rég.: 959<sup>95</sup>\$



8 cycles

Super capacité

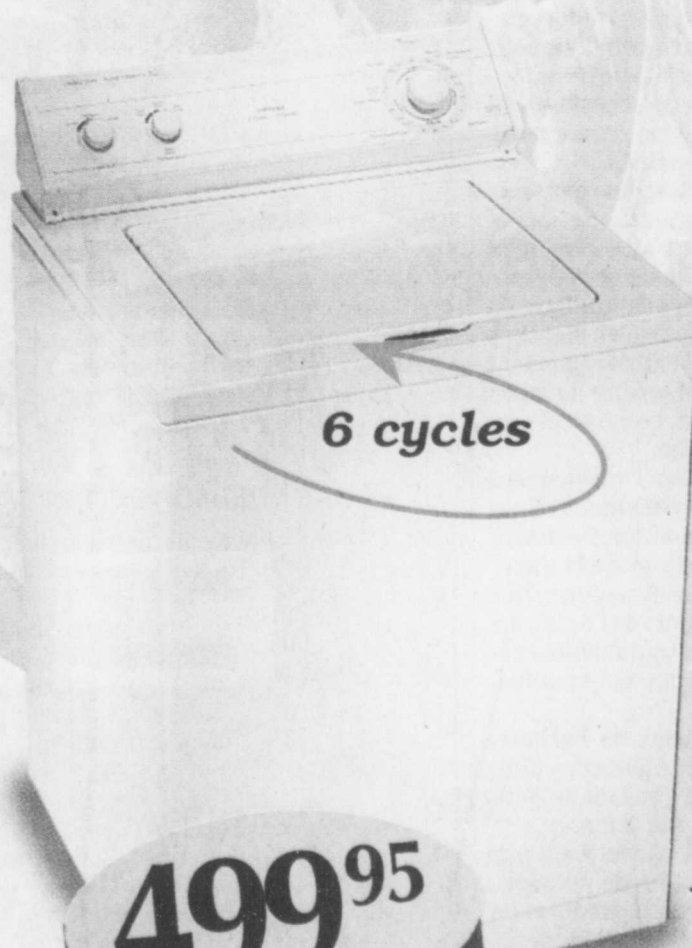
Très grande  
capacité

899<sup>90</sup>  
L'ENSEMBLE  
ÉCONOMISEZ  
100\$



**Laveuse** (235537)  
• 8 cycles  
• 2 vitesses de lavage  
• Lavage à main • Double rince  
• Agitateur à double action  
Rég.: 599<sup>95</sup>\$

**Sécheuse** (178094)  
• 4 cycles  
• 3 choix de température  
• Très grande capacité  
Rég.: 399<sup>95</sup>\$



6 cycles

499<sup>95</sup>  
ÉCONOMISEZ  
80\$



**Laveuse** (232621)  
• 6 cycles automatiques  
• 3 choix de température lavage / rinçage  
• 2 niveaux d'eau  
• SUPER CAPACITÉ  
Rég.: 579<sup>95</sup>\$

A M E U B L E M E N T S  
**TANGUAY**

OUVERT  
LE DIMANCHE

www.tanguay.qc.ca

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE

**LÉVIS**  
5720, boul. Étienne-Dallaire  
(angle Kennedy)  
1 800 563-4511 (418) 833-4511

**BEAUPORT**  
535, boul. Sainte-Anne  
1 800 563-6282 (418) 667-6282

**LES SAULES**  
4875, boul. l'Ornière  
1 800 563-4411 (418) 871-4411

**TROIS-RIVIÈRES**  
2200, boul. des Récollets  
1 800 465-2200 (819) 373-1111

**POINTE-AU-PÈRE**  
822, boul. Sainte-Anne  
Route 132, Comté de Rimouski  
1 800 463-4411 (418) 725-4411

**CHICOUTIMI**  
1990, boul. Talbot  
1 800 363-4711 (418) 698-4411

**RIVIÈRE-DU-LOUP**  
245, Hôtel-de-Ville  
1 800 510-4711 (418) 867-4711

**SAINT-GEORGES DE BEAUCE**  
8955, boul. Lacroix  
1 877 295-4411 (418) 226-4411

\* Sous réserve de l'approbation du service du crédit. Ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.